

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204066]

**8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire des Services du Gouvernement wallon, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales, des organismes et du Service du Médiateur en Région wallonne**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 23, 37, 38, 46, 47, 48, 52/2, inséré par le décret du 17 décembre 2015, 68, modifié par le décret du 17 décembre 2015, 71, remplacé par le décret du 17 décembre 2015 et 101, inséré par le décret du 17 décembre 2015;

Vu l'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des Finances dans certains organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu le rapport du 22 décembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.753/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre du budget et de la Fonction publique;

Après délibération,

Arrête :

**TITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions et champ d'application**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1<sup>o</sup> le décret du 15 décembre 2011 : le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

2<sup>o</sup> l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités : l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget, aux comptabilités budgétaire et générale ainsi qu'au rapportage des unités d'administration publique wallonnes;

3<sup>o</sup> l'unité : l'unité d'administration publique définie à l'article 2, 27<sup>o</sup>, du décret du 15 décembre 2011;

4<sup>o</sup> l'entité : l'unité d'administration publique visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du décret du 15 décembre 2011;

5<sup>o</sup> le Ministre de la Fonction publique : le Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions;

6<sup>o</sup> le SPW : le Service public de Wallonie, à savoir les services d'administration générale de la Région wallonne;

7<sup>o</sup> les services du budget et des finances : les Départements du Budget, de la Comptabilité et de la Trésorerie de la Direction générale transversale Budget, Logistique et Technologies de l'information et de la communication du SPW;

8<sup>o</sup> le service comptable et financier : le service interne composé des acteurs chargés de la gestion budgétaire et comptable des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes;

9<sup>o</sup> l'unité de contrôle des engagements : le service interne qui est chargé, au sein des services du budget et des finances, du contrôle des engagements;

10<sup>o</sup> le contrôleur des engagements : la personne qui est chargée du contrôle des engagements au sein des unités, à l'exception de l'entité;

11<sup>o</sup> l'unité de contrôle des liquidations : le service interne qui est chargé, au sein des services du budget et des finances, du contrôle des liquidations;

12<sup>o</sup> le contrôleur des liquidations : la personne qui est chargée du contrôle des liquidations au sein des unités, à l'exception de l'entité;

13<sup>o</sup> l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés : le service interne qui est chargé au sein des services du budget et des finances de l'inspection des trésoriers décentralisés;

14<sup>o</sup> l'agent : l'agent statutaire occupé à titre définitif dans les services du Gouvernement wallon au sens du Code de la Fonction publique wallonne;

15<sup>o</sup> le membre du personnel : le membre du personnel des unités visées à l'article 2, quel que soit le lien juridique de travail qui le lie auxdits services, à l'exception de l'agent;

16<sup>o</sup> l'autorité responsable : toute autorité, hiérarchique ou non, qui a pour mission d'opérer une vérification d'opérations budgétaires, comptables, financières ou patrimoniales;

17<sup>o</sup> le fonctionnaire dirigeant : l'autorité responsable désignée par le Gouvernement au sein d'un service administratif à comptabilité autonome;

18<sup>o</sup> le mandataire : l'autorité responsable désignée par mandat en vertu du Code de la Fonction publique wallonne ou de dispositions organiques spécifiques au sein de l'entité, d'une entreprise régionale ou d'un organisme;

19<sup>o</sup> les organes de gestion : le conseil d'administration d'un organisme de type 2 et de type 3 ou, à défaut, tout autre organe, quelle que soit sa dénomination, qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à la réalisation de la mission ou de l'objet social dudit organisme;

20° les dépenses récurrentes : les dépenses indispensables au fonctionnement des services dont les montants sont exigibles pendant l'année budgétaire, mais qui résultent, soit d'obligations dont les effets s'étendent sur plusieurs années et dont l'imputation sur l'année de leur naissance représenterait une charge sans lien économique avec celle-ci, soit d'obligations dont le montant exigible au cours de chaque exercice n'est pas connu au moment de leur naissance.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux unités d'administration publique wallonnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 4<sup>o</sup>, a) et b), du décret du 15 décembre 2011 ainsi qu'au Service du Médiateur visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, du même décret.

§ 2. Les dispositions du titre 2 sont applicables aux unités d'administration publique wallonnes visées à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, c), du décret du 15 décembre 2011.

Les obligations applicables auxdites unités sont identiques, qu'elles agissent dans le cadre de leur objet social ou d'une mission déléguée par le Gouvernement qui est assimilée aux autres missions ou services des unités concernées.

## TITRE 2. — *Dispositions communes*

### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Du contrôle interne*

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux articles 46, 70 et 100 du décret du 15 décembre 2011, les unités visées par le présent arrêté mettent en place des systèmes de recensement, d'évaluation et de hiérarchisation des risques en les adaptant à la nature et au volume de leurs opérations. Elles réexaminent régulièrement les risques et le dispositif de contrôle interne afin d'en vérifier la pertinence au regard de l'évolution de l'activité et de l'environnement.

Le contrôle interne est un ensemble intégré d'actions et de procédures écrites relatives à toutes les activités de l'unité concernée et mises en œuvre par les responsables et le personnel de celle-ci.

Il porte sur :

- 1° les procédures transversales de gestion de l'unité concernée;
- 2° les processus budgétaires et comptables.

Les normes de contrôle interne internationalement reconnues, selon les cas, dans le secteur public ou privé sont appliquées.

§ 2. Le contrôle interne budgétaire et comptable est organisé de manière à éviter une concentration des risques financiers entre les mains d'un même agent ou d'un même membre du personnel.

Des systèmes de gestion et de procédures de contrôle interne sont mis en place. Ils intègrent la maîtrise des risques de conformité, de fiabilité et d'intégrité des données budgétaires et financières.

§ 3. Les procédures budgétaires et comptables sont décrites et établies par écrit pour constituer une documentation claire, formalisée et à jour à tous les niveaux. Elles portent notamment sur la tenue des comptabilités budgétaires et générales et sur la gestion de la trésorerie, des investissements et de la dette.

Elles respectent la séparation des fonctions et décrivent les tâches qui sont exécutées ainsi que les acteurs en charge de leur exécution.

§ 4. Le système informatique de support du budget et de la comptabilité intègre des contrôles automatiques et des interventions manuelles d'acceptation dont la traçabilité est assurée ainsi que l'identification des intervenants. Des procédures de secours et de sauvegarde sont prévues afin de garantir la continuité et l'intégrité des informations saisies.

**Art. 4.** Chaque agent ou membre du personnel participe en fonction des missions et des responsabilités qui lui incombent au bon fonctionnement du système de contrôle interne.

**Art. 5.** Le fonctionnaire dirigeant, le mandataire ou l'organe de gestion de l'unité s'assure de :

- 1° la mise en place des actions et des procédures de contrôle interne conformément à l'article 3;
- 2° la mise en œuvre de son système de contrôle interne dont il atteste de son effectivité, sur la base d'un rapport annuel. Ce rapport contient notamment une description des moyens mis en place afin d'atteindre les objectifs assignés ainsi qu'une évaluation des principaux risques pouvant affecter la réalisation de ces objectifs, les processus de traitement des risques identifiés et les contrôles mis en place visant à s'assurer que les traitements sont effectivement réalisés. Ces rapports sont transmis au Gouvernement et au comité d'audit.

### CHAPITRE II. — *De l'audit interne*

**Art. 6.** Conformément aux articles 47, 70 et 100 du décret du 15 décembre 2011, les unités visées par le présent arrêté s'assurent du bon fonctionnement, de l'efficacité et de l'efficience de leur système de contrôle interne par voie d'audit interne.

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui contribue à la réalisation des objectifs de l'unité concernée par l'évaluation et la formulation de recommandations en vue d'améliorer son système de contrôle interne, sa gestion des risques et sa performance

Il vise tant le contrôle interne relatif aux procédures transversales de gestion que celui concernant les processus budgétaires et comptables de l'unité concernée.

Les normes d'audit interne internationalement reconnues, selon les cas, dans le secteur public ou privé sont appliquées.

### CHAPITRE III. — *De l'approche intégrée d'audit*

**Art. 7.** Conformément à l'article 52/2 du décret du 15 décembre 2011, les unités visées par le présent arrêté organisent la tenue d'un dossier permanent contenant les informations générales actualisées et utiles dans le cadre d'audits.

Par informations générales, il faut entendre, le cas échéant :

- 1° le décret constitutif et ses arrêtés d'exécution ou les statuts;
- 2° le contrat d'administration ou de gestion, de même que les évaluations de leur mise en œuvre;
- 3° le plan stratégique, de même que d'éventuels plans partiels;
- 4° la composition et les tâches du conseil d'administration, du comité d'audit, du comité de rémunération et des autres comités;

- 5° la structure organisationnelle, tant hiérarchique que géographique, si d'application;
- 6° les délégations et sous-délégations que l'unité a obtenues et accordées;
- 7° la réglementation spécifique applicable à l'unité;
- 8° les acteurs de contrôle, la durée de leur mandat, de même que la personne ou les personnes avec qui il faut prendre contact, avec mention de leurs données de contact;
- 9° les budgets approuvés des trois dernières années tenant compte des modifications et redistributions budgétaires approuvées;
- 10° les trois comptes annuels les plus récents;
- 11° les trois rapports annuels les plus récents;
- 12° la description de la gestion de risques de l'unité et les analyses de risques réalisées;
- 13° les procédures budgétaires, comptables et de gestion validées par l'autorité responsable;
- 14° tous les rapports portant sur le contrôle interne, les rapports d'audits interne et externe et les lettres de recommandations des trois dernières années;
- 15° les recommandations générales de l'Inspection des Finances des trois dernières années;
- 16° les comptes rendus du commissaire du Gouvernement des trois dernières années.

Le dossier permanent est tenu à disposition des divers intervenants dans le contrôle et l'audit de l'unité, notamment les contrôleurs et auditeurs internes, la Cour des Comptes, l'Inspection des finances ou les réviseurs d'entreprises.

Sans préjudice de l'application de dispositions légales, réglementaires, normatives ou déontologiques spécifiques, ceux-ci peuvent s'appuyer sur les conclusions et les recommandations des uns et des autres. Ils organisent leurs contrôles en concertation, éventuellement par voie de protocoles d'accord ou de conventions, sans toutefois porter atteinte à leur indépendance respective.

### TITRE 3. — *Du contrôle interne budgétaire et comptable*

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Des acteurs*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de l'entité, les unités de contrôle des engagements et des liquidations sont indépendantes des services ayant généré les opérations contrôlées. Elles effectuent périodiquement auprès de l'autorité responsable un rapportage des anomalies constatées lors de leurs opérations de contrôle.

§ 2. Un contrôle des engagements et un contrôle des liquidations sont mis en place au sein des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2 par le fonctionnaire dirigeant, le mandataire ou l'organe de gestion, selon les dispositions propres à l'unité.

Les personnes affectées à ces unités :

1° peuvent être choisies parmi les :

- a) agents ou les membres du personnel;
- b) membres de l'organe de gestion, agissant en leur nom propre;

2° ne peuvent, ni avoir généré les opérations contrôlées, ni être trésorier.

Lorsqu'il n'est fonctionnellement pas possible de séparer les fonctions de contrôleur des engagements et de contrôleur des liquidations, elles peuvent être exercées par une même personne dans le respect des conditions visées à l'alinéa précédent.

#### CHAPITRE II. — *Du contrôle des engagements*

##### Section 1<sup>re</sup>. — *Des engagements budgétaires*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de l'entité, sont soumises à l'unité de contrôle des engagements en vue d'obtenir :

1° un visa d'engagement préalable à leur notification, les dépenses visées à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011, excepté lorsque l'objet du marché porte sur des dépenses récurrentes. Ce visa d'engagement est majoré dans l'hypothèse visée à l'article 29, § 2, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités;

2° un visa d'engagement des sommes exigibles au cours de l'année budgétaire, y compris, le cas échéant, sa majoration préalable à leur exécution, excepté pour celles visées sous c) :

- a) les dépenses récurrentes;
- b) les dépenses visées à l'article 22, § 3, du décret du 15 décembre 2011;
- c) les dépenses inférieures ou égales à 8.500 euros hors T.V.A. pouvant être constatées par une facture acceptée et dont le paiement sera confié au trésorier centralisateur visé à l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités;

3° un visa d'engagement régulateur, les dépenses visées à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011.

Concernant le 2°, le visa d'engagement est provisionnel lorsque le montant des dépenses n'est pas connu avec exactitude et qu'il est estimé à l'appui de pièces justificatives accompagnées, le cas échéant, de l'avis de l'Inspection des Finances.

§ 2. Au sein des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, le contrôleur des engagements peut délivrer les visas d'engagement définis au paragraphe 1<sup>er</sup>, 1° et 2°.

§ 3. Dans l'hypothèse, aux conditions et sur base des pièces justificatives visées à l'article 29, § 2, alinéas 3 et 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités, l'unité de contrôle des engagements ou le contrôleur des engagements procède, sur instruction de l'ordonnateur, à la diminution du visa d'engagement à concurrence de l'excédent.

**Art. 10.** Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, un visa d'engagement est accordé par dépense considérée individuellement.

Toutefois, il peut être global pour plusieurs dépenses lorsque, soit :

- 1° leur nature le justifie;
- 2° leur nature est identique et leurs bénéficiaires sont énumérés dans un seul document;
- 3° l'identité des bénéficiaires ne peut pas être déterminée avec exactitude;
- 4° le montant individuel de chaque dépense ne peut pas être déterminé avec exactitude;
- 5° l'identité des bénéficiaires et le montant individuel de chaque dépense ne peuvent pas être déterminés avec exactitude.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, pour obtenir un visa d'engagement, l'ordonnateur fait transmettre à l'unité de contrôle des engagements ou au contrôleur des engagements, à l'appui des pièces justificatives, une demande mentionnant :

- 1° l'objet de l'acte à viser;
- 2° le cas échéant, les coordonnées de la partie prenante telle que le fournisseur, l'adjudicataire, le créancier, le bénéficiaire ou le trésorier décentralisé ;
- 3° le montant de la dépense présumée d'après le projet de contrat, le projet d'arrêté d'octroi, le dispositif du budget des dépenses, les dispositions normatives ou toute autre donnée, y compris estimative;
- 4° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;
- 5° le nom et la qualité de l'ordonnateur.

Le cas échéant, les accords ou avis préalables prévus par les dispositions du Titre 5 sont joints aux pièces justificatives.

§ 2. Au sein de l'entité, pour obtenir un visa d'engagement régulateur, l'ordonnateur présente à l'unité de contrôle des engagements :

- 1° les pièces justificatives de la dépense, le cas échéant, le refus de validation par l'unité de contrôle des liquidations pour motif d'absence d'engagement préalable;
- 2° l'avis de l'Inspection des Finances conformément à l'article 49, 5°;
- 3° l'accord du Ministre du Budget en cas d'application de l'article 39, § 2.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, l'unité de contrôle des engagements ou le contrôleur des engagements examine notamment :

- 1° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;
- 2° le cas échéant, la conformité de l'engagement aux autorisations budgétaires;
- 3° le cas échéant, le bénéficiaire et le montant;
- 4° la disponibilité des crédits d'engagement;
- 5° la conformité de la dépense aux lois, décrets, arrêtés, circulaires, règlements, jugements et contrats ou aux dispositions des articles 17, § 1<sup>er</sup>, et 18 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités;
- 6° le cas échéant, au sein de l'entité, la conformité de l'avance sollicitée par des trésoriers décentralisés à la réglementation en vigueur;
- 7° le cas échéant, le respect des procédures de contrôle administratif et budgétaire visées au Titre 5;
- 8° la régularité des pièces justificatives produites.

§ 2. Au sein de l'entité, l'unité de contrôle des engagements est autorisée à viser toute demande d'engagement régulateur lorsque les crédits d'engagement sont disponibles sur l'article de base adéquat de l'année budgétaire en cours.

**Art. 13.** Au terme de son examen, l'unité de contrôle des engagements ou le contrôleur des engagements met sa décision à disposition de l'ordonnateur.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est accordé, la décision mentionne au moins le numéro de visa, sa date et l'imputation budgétaire de la dépense à la charge des crédits d'engagement.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité ne peut pas être accordé en raison du caractère incomplet de la demande, l'ordonnateur est invité à produire les éléments manquants.

Dans le cas où le visa d'engagement sollicité est refusé en raison d'irrégularités entachant la demande, l'ordonnateur est informé de la décision motivée.

Dans les cas visés aux alinéas 3 et 4, les avis rendus par l'unité de contrôle des engagements ou le contrôleur des engagements sont motivés et joints au dossier.

**Art. 14.** Le système comptable enregistre de façon ininterrompue durant une même année budgétaire :

- 1° les numéros de visas attribués;
- 2° séparément, les refus de visa.

Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1, l'enregistrement des numéros de visas attribués est effectué en opérant une distinction entre les différents types d'engagement auxquels ils se rattachent en vertu de l'article 9, §§ 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 15.** Toute demande de visa d'engagement à la charge des crédits d'une année budgétaire déterminée est traitée au plus tard pour le 31 décembre de cette même année. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, la même demande de visa d'engagement peut être traitée au plus tard pour le 31 janvier de l'année budgétaire suivante.

Le Gouvernement détermine, sur proposition du Ministre du Budget, la date à laquelle les demandes doivent parvenir aux services du budget et des finances, en ce qui concerne l'entité ou au contrôleur des engagements, en ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome et les entreprises régionales.

*Section 2. — Des engagements juridiques*

**Art. 16.** Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, les phases d'engagement budgétaire et juridique d'une même dépense ressortissent de la compétence des ordonnateurs habilités, suivant la réglementation en vigueur, à utiliser les crédits d'engagement à charge desquels la dépense est budgétairement imputée.

Le montant de l'engagement juridique attesté selon les modalités de l'article 29, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités fait l'objet d'un enregistrement adéquat dans la comptabilité.

Un engagement budgétaire global visé à l'article 10 peut être confirmé par plusieurs engagements juridiques individuels.

Les missions de vérification de l'encours des engagements juridiques sont confiées aux services du budget et des finances, en ce qui concerne l'entité, ou aux services comptable et financier, en ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales et les organismes de type 1 et de type 2.

*CHAPITRE III. — Du contrôle des liquidations*

**Art. 17.** Chaque dépense dont le paiement est effectué par le trésorier en ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales et les organismes de type 1 et de type 2, ou par le trésorier centralisateur en ce qui concerne l'entité, est soumise par l'ordonnateur à l'unité de contrôle des liquidations ou au contrôleur des liquidations, pour validation et imputation définitive à charge des crédits de liquidation.

**Art. 18.** Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2, pour obtenir la validation de la liquidation, l'ordonnateur communique à l'unité de contrôle des liquidations ou au contrôleur des liquidations les données nécessaires dont notamment :

1° la pièce justificative approuvée suivant les modalités fixées par le Ministre du Budget et, en cas de marché public, la pièce justificative attestant du service fait et accepté;

2° le numéro de visa d'engagement ou, à défaut, le numéro de sa demande et une copie du bon de commande ;

3° l'année, la division organique, le programme et l'article de base du budget des dépenses;

4° le montant à payer;

5° la partie prenante;

6° le numéro du compte financier ouvert au nom du bénéficiaire;

7° l'échéance du paiement;

8° la communication structurée ou non;

9° le cas échéant, les caractéristiques patrimoniales de la dépense.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. L'unité de contrôle des liquidations ou le contrôleur des liquidations vérifie notamment :

1° l'engagement préalable de la dépense;

2° le correct rattachement des droits constatés à l'année budgétaire;

3° l'exactitude des données d'imputation budgétaire;

4° la disponibilité du crédit de liquidation;

5° la régularité des pièces justificatives;

6° le nom et la qualité de l'ordonnateur;

7° l'exactitude des données nécessaires au paiement libératoire;

8° le cas échéant, l'existence ou non d'un contentieux au sens des articles 22 et 23 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités;

9° l'absence d'un paiement du même montant sur base de la même pièce justificative au même bénéficiaire et avec la même communication.

En ce qui concerne l'entité, le correct rattachement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, implique que la pièce justificative obligatoire pour obtenir le paiement soit datée du 31 décembre au plus tard, transmise par l'ordonnateur et parvenue aux services du budget et des finances pour cette même date, et validée par l'unité de contrôle des liquidations.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, le correct rattachement visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, implique uniquement que la pièce justificative obligatoire pour obtenir le paiement soit datée du 31 décembre au plus tard et validée par l'ordonnateur à cette même date.

§ 2. Dans le cas d'avances à des trésoriers décentralisés au sein de l'entité, le contrôle visé au paragraphe 1<sup>er</sup> est effectué par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. La validation de la liquidation est datée et reliée dans la comptabilité au visa d'engagement dont elle vient apurer les obligations.

Lorsque la validation de la liquidation est refusée en raison d'irrégularités, l'ordonnateur en est informé. Dans ce cas, l'avis rendu par l'unité de contrôle des liquidations ou le contrôleur des liquidations est motivé et joint au dossier.

§ 2. Au sein de l'entité, si l'engagement préalable de la dépense visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, fait défaut, l'ordonnateur sollicite un engagement régulateur conformément à l'article 9, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, et représente son dossier accompagné du visa d'engagement régulateur.

**Art. 21.** Les dépenses rattachées à une année budgétaire déterminée sont validées par l'unité de contrôle des liquidations ou le contrôleur des liquidations et imputées à la charge des crédits au plus tard le 31 janvier de l'année qui suit, à l'exception des avances aux trésoriers décentralisés au sein de l'entité qui sont liquidées et imputées pour le 31 décembre de l'année budgétaire déterminée.

CHAPITRE IV. — *Du contrôle des trésoriers et des receveurs**Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales*

**Art. 22.** § 1<sup>er</sup>. L'entité, les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales et les organismes de type 1 et de type 2 mettent en place des procédures de contrôle interne visant à assurer que les trésoriers et les receveurs exécutent leurs missions conformément à l'acte de leur désignation et aux prescrits de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités ou de toute autre réglementation applicable en matière de taxes régionales wallonnes.

§ 2. Au cas où, lors du contrôle de la légalité et de la régularité des opérations des trésoriers ou des receveurs, ou indépendamment de celui-ci, des indicateurs laissent apparaître un risque de mauvaise gestion, une autorité responsable peut mener un contrôle spécifique sur pièces et, le cas échéant, sur place. S'il en résulte de simples erreurs matérielles pouvant être corrigées, le trésorier ou le receveur est invité à y procéder.

**Art. 23.** En application de l'article 38, § 3, du décret du 15 décembre 2011, le système central d'encaissement et de décaissement des fonds du SPW est configuré pour retracer toutes les opérations de l'entité de manière chronologique et intégrer des actions empêchant des fraudes et des doubles paiements.

Les systèmes informatiques de support du budget et de la comptabilité des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1 et de type 2 doivent permettre les mêmes contrôles.

**Art. 24.** § 1<sup>er</sup>. L'autorité responsable veille à ce que chaque trésorier et chaque receveur rendent leur compte de gestion dans les cas et les délais, ainsi que selon les modalités imposées par l'article 39 du décret du 15 décembre 2011 ou par des dispositions de nature légale, réglementaire ou conventionnelle, de portée organique ou statutaire.

§ 2. En ce qui concerne l'entité, les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales et les organismes de type 1 et de type 2, l'autorité responsable examine, préalablement à la transmission des comptes à la Cour des Comptes, au moins la forme et la complétude du compte ainsi que ses opérations arithmétiques et la concordance entre ses écritures et les soldes du compte financier ouvert au nom du trésorier ou du receveur.

§ 3. Lorsque le compte du trésorier fait apparaître un déficit, l'autorité responsable l'invite à le combler. A défaut, elle dresse un procès-verbal établissant le montant du déficit, sa date de survenance et ses circonstances et le transmet sans délai à la Cour des Comptes accompagné du compte en déficit.

§ 4. Lorsque la Cour des Comptes arrête le compte en débet, le Ministre du Budget ou l'autorité responsable décide dans le respect des dispositions applicables s'il y a lieu ou non de citer le receveur ou le trésorier devant la Cour des Comptes en remboursement du débet. Néanmoins, en cas de déficit, il est imputé sans délai à la charge du crédit visé à l'article 40 du décret du 15 décembre 2011 pour alimenter le compte financier déficitaire.

*Section 2. — Dispositions relatives aux gestions financières décentralisées au sein de l'entité*

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de la réglementation relative aux cabinets ministériels et conformément aux dispositions de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés est chargée notamment de :

1° veiller au dépôt des comptes intermédiaires par chaque trésorier décentralisé et d'informer l'ordonnateur lorsque le trésorier décentralisé reste en défaut :

a) de produire deux comptes intermédiaires successifs;

b) de tenir compte des remarques de non-conformité ou de non-complétude émises par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés relatives aux deux comptes intermédiaires précédents;

2° contrôler l'enchaînement des comptes intermédiaires;

3° s'assurer que les soldes non utilisés des avances de fonds perçues durant l'année budgétaire ont été correctement reversés au receveur centralisateur au plus tard le 15 février de l'année suivante.

Dans l'hypothèse où l'avance a été imputée à la charge d'un article de base codifié par référence au groupe principal 7 de la classification économique, l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés s'assure en outre que, pour chaque dépense patrimoniale, le numéro du compte de comptabilité générale ou toute autre mention permettant de l'enregistrer à l'actif du bilan figure dans le compte intermédiaire et sur les pièces justificatives.

§ 2. Les comptes intermédiaires contrôlés ainsi que leurs pièces justificatives sont centralisés aux services du budget et des finances pour la régularisation éventuelle des écritures dans la comptabilité générale, et le cas échéant, pour y enregistrer les dépenses patrimoniales à l'actif du bilan.

**Art. 26.** Des contrôles sont menés par l'unité de l'inspection des trésoriers décentralisés en ce qui concerne le respect des dispositions de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 juin 2017 relatif à l'exécution du budget et aux comptabilités.

Les contrôles portent notamment sur :

1° le respect des limites de chaque avance;

2° la qualité de l'ordonnateur délégué;

3° la qualité de créancier originaire des bénéficiaires des paiements;

4° les écritures relatives aux paiements réalisés en janvier ;

5° la régularité et la légalité de la dépense.

CHAPITRE V. — *Des contrôles particuliers**Section 1<sup>re</sup>. — De la protection du patrimoine*

**Art. 27.** Conformément aux articles 46, alinéa 2, 7<sup>o</sup>, 70 et 100 du décret du 15 décembre 2011, l'entité, les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales, les organismes de type 1 et de type 2 ainsi que le service du Médiateur mettent en place des dispositifs adéquats pour protéger son patrimoine contre les pertes de valeur, les vols, les utilisations abusives et les dommages.

Au sein de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1, un code-barres ou toute autre technique similaire est apposé sur les biens mobiliers portés à l'actif du bilan en vue d'assurer leur traçabilité dans le temps. Les données correspondent à celles inscrites au moment des acquisitions dans l'inventaire visé à l'article 34 du décret du 15 décembre 2011.

*Section 2. — Du contrôle de la gestion des fournitures et des petits biens durables à bon marché*

**Art. 28.** Conformément aux articles 46, alinéa 2, 9°, 70 et 100 du décret du 15 décembre 2011, l'entité, les services administratifs à comptabilité autonome, les entreprises régionales, les organismes de type 1 et de type 2 ainsi que le service du Médiateur prennent les mesures de contrôle interne adéquates afin d'éviter :

- 1° toute fraude dans la gestion des approvisionnements et des fournitures;
- 2° toute dégradation;
- 3° tout vol.

Les unités procèdent à une estimation correcte de leurs besoins en petits biens durables à bon marché et de leurs fournitures. Elles assurent la sécurité physique de leurs stocks ainsi que leur gestion permanente en enregistrant notamment les entrées et les sorties, leur localisation ainsi que, le cas échéant, leur destination finale.

Les petits biens durables à bon marché portés directement en charge dans le compte de résultats de la comptabilité générale conformément aux règles SEC sont recensés dans l'inventaire physique.

Les utilisateurs en sont responsables et s'engagent à les restituer à première demande de l'autorité responsable.

**TITRE 4. — De l'audit interne budgétaire et comptable****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions applicables à l'entité, aux services administratifs à comptabilité autonome et aux entreprises régionales**

**Art. 29.** Au sein de l'entité, des services à comptabilité autonome et des entreprises régionales, les audits internes budgétaires et comptables visés à l'article 6 sont confiés au service chargé de l'audit interne pour le SPW.

**Art. 30.** Sans préjudice d'autres missions qui lui ont été confiées et de l'application d'autres réglementations en matière de taxes régionales wallonnes, le Comité d'audit du SPW inclut, dans sa politique d'audit, des activités d'audit relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités ainsi qu'aux opérations financières qui s'y rapportent, compte tenu de l'évaluation des risques visée à l'article 3, § 1<sup>er</sup>. Dans ces mêmes domaines et moyennant l'accord préalable du Ministre fonctionnellement compétent, le Ministre du Budget peut saisir ledit Comité d'audit d'une demande spécifique dont il fixe les objectifs, la nature et le champ d'investigation.

Dans le cadre des activités d'audit visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>, et sans préjudice des dispositions légales ou réglementaires applicables, le Comité d'audit est chargé :

- 1° de programmer les missions d'audit interne ainsi que de coordonner leur mise en œuvre par les auditeurs internes;
- 2° de s'assurer du suivi des actions décidées à l'issue des missions d'audit interne visées au 1°;
- 3° d'évaluer l'adéquation, l'efficacité et la qualité du contrôle interne budgétaire et comptable mis en œuvre au sein du SPW ainsi que de formuler des recommandations;
- 4° d'approuver les méthodes et les outils mis en œuvre par les auditeurs internes et d'assurer la diffusion des bonnes pratiques en matière d'audit et de contrôle internes budgétaires et comptables au sein du SPW.

**Art. 31.** Les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne et la charte d'audit interne du SPW.

En vertu du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle, les ordonnateurs, trésoriers ou receveurs ne peuvent pas participer aux missions d'audit dans les services où ils exercent leur fonction.

**CHAPITRE II. — Dispositions applicables aux organismes de type 1 et de type 2**

**Art. 32.** § 1<sup>er</sup>. Le Ministre de tutelle veille à la mise en place d'un audit interne des procédures de contrôles en matière budgétaire et comptable au sein des organismes de type 1, de même que l'organe de gestion au sein des organismes de type 2.

§ 2. Au sein des organismes de type 1, à défaut de disposer d'un service d'audit interne organisé en leur sein les audits budgétaire et comptable sont confiés au service chargé de l'audit interne pour le SPW dans le respect des conditions visées aux articles 30, 31 et 34.

Au sein des organismes de type 2 dont le montant total des dépenses budgétées sur trois exercices consécutifs atteint, au moins, un montant de 50 millions d'euros par an, les audits budgétaire et comptable sont confiés à un service d'audit interne organisé au sein de l'unité.

Au sein des autres organismes de type 2, les audits budgétaire et comptable sont confiés, soit :

- 1° à un service d'audit interne organisé au sein de l'unité;
- 2° à un organisme indépendant privé.

Dans cette hypothèse, un même organisme indépendant :

- a) peut effectuer la mission d'audit interne pour plusieurs unités;
- b) ne peut pas être mandaté pour effectuer deux audits budgétaires et comptables successifs d'une même unité;
- 3° au service chargé de l'audit interne pour le SPW par voie de conventions portant notamment sur la portée de l'audit sollicité et sur la mise à disposition de ressources.

**Art. 33.** Un rapport annuel d'audit interne est élaboré par l'auteur dudit audit au sein des unités concernées. Il est communiqué, selon les cas, aux Ministres fonctionnellement compétents ou aux Ministres de tutelle.

Une copie desdits rapports est transmise par les Ministres susvisés au service chargé de l'audit interne pour le SPW en vue de l'élaboration par ce service d'un tableau de bord des audits des unités de la Région wallonne.

**Art. 34.** Les auditeurs internes exercent leurs missions en conformité avec les normes professionnelles de l'audit interne, ainsi que dans le respect du prescrit de la charte d'audit interne du SPW dans l'hypothèse où l'audit est effectué par le service chargé de l'audit interne pour le SPW.

En vertu du principe de la séparation des fonctions opérationnelles et des fonctions de contrôle, les ordonnateurs, trésoriers ou receveurs ne peuvent pas participer aux missions d'audit dans les services où ils exercent leur fonction.

**TITRE 5. — Du contrôle administratif et budgétaire****CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions introductives**

**Art. 35.** § 1<sup>er</sup>. Conformément aux articles 48, 49, 71 et 101 du décret du 15 décembre 2011, l'entité, les services administratifs à comptabilité autonomes, les entreprises régionales et les organismes de type 1 sont soumis au contrôle administratif et budgétaire.

Ce contrôle porte sur l'exécution du budget et la gestion financière des unités susvisées.

Le contrôle administratif et budgétaire porte sur les projets de décisions du Gouvernement, des services d'administration générale de la Région wallonne et des autres unités visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le contrôle administratif et budgétaire est exercé par :

1° le Gouvernement, le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique, en ce qui concerne l'entité;

2° le Ministre du Budget et les Ministres fonctionnellement compétents, en ce qui concerne les services administratifs à comptabilité autonome et les entreprises régionales;

3° les Ministres de tutelle, en ce qui concerne les organismes de type 1.

§ 3. Le Gouvernement, le Ministre du Budget, le Ministre de la Fonction publique, les Ministres de tutelle et les Ministres fonctionnellement compétents sont assistés par les inspecteurs des Finances visés à l'article 48, § 2, du décret du 15 décembre 2011.

**CHAPITRE II. — Du contrôle du Gouvernement****Section 1<sup>re</sup>. — Le Gouvernement**

**Art. 36.** Le Gouvernement décide les mesures indispensables à la confection du budget de l'entité.

Le Ministre du Budget élabore les avant-projets de décret budgétaire et les amendements d'initiative gouvernementale à ces projets.

**Art. 37.** Le Gouvernement surveille l'exécution du budget de l'entité. A cet effet, le Ministre du Budget informe régulièrement le Gouvernement sur la situation budgétaire et les perspectives concernant l'exécution du budget.

Le Gouvernement détermine son attitude à l'égard des propositions de décrets et des amendements d'initiative parlementaire dont l'adoption est de nature à avoir une incidence, soit sur les recettes, soit sur les dépenses.

**Art. 38.** En cas d'urgence, les compétences du Gouvernement visées à l'article 37, alinéa 2, ainsi que le droit d'amendement du Gouvernement relatif au budget de la Région wallonne sont exercées par le Ministre du Budget.

**Section 2. — Le Ministre du Budget**

**Art. 39.** § 1<sup>er</sup>. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés, de circulaires ou de décisions de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome et des entreprises régionales :

1° pour lesquels les crédits sont insuffisants ou inexistants;

2° qui sont directement ou indirectement de nature à influencer les recettes ou à entraîner des dépenses nouvelles;

3° qui édictent ou modifient des règles organiques concernant l'octroi des subventions;

4° qui concernent les subventions facultatives de plus de 25.000 euros autorisées :

a) par un décret qui ne définit pas de manière ferme et définitive, les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant chiffré;

b) ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 15 décembre 2011 et qui ne font pas l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret;

5° qui concernent les subventions facultatives de plus de 500.000 euros autorisées :

a) par un décret organique qui ne définit pas de manière ferme et définitive, les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant chiffré;

b) ou, à défaut, par une disposition spéciale figurant dans le budget des dépenses conformément à l'article 8, § 4, 3°, du décret du 15 décembre 2011 et qui font l'objet d'une inscription nominative du bénéficiaire dans le tableau des articles de base visé à l'article 8, § 4, 6°, du même décret;

6° qui concernent les projets de décisions relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services, qui sont soumis au Gouvernement en fonction de l'arrêté portant règlement de son fonctionnement;

7° qui concernent l'octroi de la garantie de la Région wallonne en dehors de l'application de dispositions organiques qui en définissent les conditions d'attribution.

§ 2. Sont soumis à l'accord préalable du Ministre du Budget les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés, de circulaires ou de décisions de l'entité qui sollicitent dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011, un engagement régulateur lorsque le montant de la dépense est supérieur à :

1° 31.000 euros pour les subventions;

2° 31.000 euros, hors T.V.A., pour les dépenses autres que des subventions.

§ 3. Le Ministre du Budget rend son accord dans un délai de dix jours.

Toutefois, lorsque l'accord du Ministre du Budget est requis pour la délibération du Gouvernement, il peut être acté, sans autre formalité, dans la notification définitive de la décision du Gouvernement.

**Art. 40.** Les projets de délibération du Gouvernement visés à l'article 13 du décret du 15 décembre 2011 sont soumis au Gouvernement conjointement par le Ministre du budget et le Ministre fonctionnel.



*Section 3. — Le Ministre de la Fonction publique*

**Art. 41.** Sont soumis à l'accord du Ministre de la Fonction publique, les avant-projets de décrets et les projets d'arrêtés de l'entité qui ont pour objet la fixation ou la modification :

- 1° des cadres;
- 2° du statut pécuniaire du personnel et des échelles de traitements des grades;
- 3° de dispositions statutaires pour le personnel.

*Section 4. — Dispositions communes aux sections 2 et 3*

**Art. 42.** Lorsque les avant-projets et projets visés aux articles 39 et 41 n'ont pas reçu l'accord du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique, ils peuvent être soumis au Gouvernement par le Ministre intéressé.

**Art. 43.** Le Ministre du Budget et le Ministre de la Fonction publique peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable.

*CHAPITRE III. — Du contrôle par les inspecteurs des Finances*

**Art. 44.** Conformément à l'article 35, § 3, le contrôle exercé par les inspecteurs des Finances s'applique aux décisions de l'entité, des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes de type 1.

**Art. 45.** Les inspecteurs des Finances assument une fonction de conseiller budgétaire et financier du Ministre auprès duquel ils sont accrédités.

**Art. 46.** Les inspecteurs des Finances adressent au Ministre auprès duquel ils sont accrédités toutes suggestions susceptibles d'accroître l'efficacité et l'efficience des moyens engagés, d'améliorer le fonctionnement des services et de réaliser des économies ou des recettes.

**Art. 47.** Les inspecteurs des Finances donnent leur avis, lequel se conclut par une mention favorable ou défavorable, sur toutes les questions soumises à leur examen par le Ministre auprès duquel ils sont accrédités. Ils peuvent notamment être chargés par lui d'accomplir des investigations auprès des unités subventionnées par la Région wallonne.

**Art. 48.** Au sein de l'entité, les inspecteurs des Finances assument également une mission de contrôle au nom des Ministres du Budget et de la Fonction publique et donnent leur avis sur toutes les questions soumises par eux à leur examen, en ce compris, pour ce qui concerne le Ministre du Budget, celles relatives aux placements, aux emprunts et aux prêts des unités relevant de la Région wallonne.

**Art. 49.** Sont soumis, pour avis préalable, à l'inspecteur des Finances :

1° les avant-projets de décrets, les projets d'arrêtés du Gouvernement et d'arrêtés ministériels, de circulaires ou de décisions qui sont soumis :

a) pour l'entité : au Gouvernement dans le cadre des compétences visées au chapitre 2 et au Ministre du Budget ou de la Fonction publique;

b) pour les services administratifs à comptabilité autonome et les entreprises régionales : au Ministre du Budget et aux Ministres fonctionnellement compétents;

c) pour les organismes de type 1 : aux Ministres de tutelle;

2° les propositions dont la réalisation est de nature à entraîner une répercussion directe ou indirecte sur les dépenses ou sur les recettes de la Région wallonne, ainsi que celles qui sont relatives à l'organisation administrative des services;

3° les propositions relatives à l'octroi de la garantie de la Région wallonne;

4° les propositions présentées dans le cadre de la confection des budgets;

5° les demandes motivées d'engagement régulateur dans le cas visé à l'article 23, § 1<sup>er</sup>, du décret du 15 décembre 2011 accompagnées des pièces justificatives de la dépense.

**Art. 50.** § 1<sup>er</sup> Par dérogation aux dispositions de l'article 49, 2°, l'avis de l'inspecteur des Finances n'est pas requis pour :

1° des dépenses de personnel, pour autant qu'il s'agisse de l'application du statut pécuniaire et administratif;

2° des missions en Belgique et à l'étranger;

3° des marchés publics pour entreprises de travaux, de fournitures et de services dont le montant de l'estimation ou le montant hors T.V.A. est inférieur aux montants suivants :

	Adjudication ouverte ou appel d'offre ouvert	Adjudication restreinte ou appel d'offre restreint	Procédures négociées avec ou sans publicité
Travaux	250.000	125.000	85.000
Fournitures	200.000	125.000	31.000
Services	125.000	62.000	31.000

La notification des marchés, visés à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 3°, qui atteignent 8.500 euros hors T.V.A. est communiquée mensuellement à l'Inspection des Finances;

4° des subventions :

a) qui sont accordées conformément à des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive;

b) autres, dont le montant est inférieur à 6.000 euros;

5° d'autres dépenses régies par des règles organiques qui en fixent les conditions d'octroi, le bénéficiaire et le montant de manière ferme et définitive.

§ 2. Chaque ministre fonctionnel et le Ministre du Budget peuvent, de commun accord, adapter les montants prévus au paragraphe 1<sup>er</sup> pour les catégories de dépenses qu'ils déterminent.

Le Ministre du Budget sollicite au préalable l'avis de l'Inspection des Finances qui évalue, à cet effet, la nature et l'ampleur des risques inhérents aux adaptations envisagées.

L'accord visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> prend la forme d'un protocole qui détermine :

- 1° les objectifs poursuivis;
- 2° la nature des dépenses concernées;
- 3° les programmes du budget ou parties de programme dont elles font partie;
- 4° les nouveaux montants qui sont d'application;
- 5° les modalités alternatives de maîtrise des risques à mettre en place;
- 6° les mesures d'accompagnement et de surveillance;
- 7° la durée de validité de l'accord.

L'avis de l'Inspection des Finances est joint au protocole.

Les dossiers visés par le protocole d'accord font l'objet d'un contrôle a posteriori de l'Inspection des Finances sur base d'un échantillon selon les modalités reprises à l'alinéa 3, 6°.

Le protocole d'accord est communiqué au Gouvernement pour information et aux administrations concernées pour exécution et à la Cour des Comptes.

Les inspecteurs des Finances conservent leur compétence consultative en ce qui concerne la consommation générale des crédits relatifs aux dépenses visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

**Art. 51.** Dans l'exercice de leurs fonctions, les inspecteurs des Finances examinent la légalité des propositions visées à l'article 49 et leur conformité aux décisions du Gouvernement et aux décisions ministérielles.

**Art. 52.** Lorsque le ministre intéressé ne peut pas se rallier à un avis défavorable émis par un inspecteur des Finances sur une des propositions visées à l'article 49, 2° et 3°, il saisit le Gouvernement qui se prononce sur la proposition.

**Art. 53.** Sur proposition du Ministre du Budget, le Gouvernement wallon décide de l'affectation des inspecteurs des Finances.

**Art. 54.** Les inspecteurs des Finances peuvent accomplir leur mission sur pièces et sur place. Ils ont accès à tous les dossiers et à toutes les archives et reçoivent des services tous les renseignements qu'ils demandent.

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté de fonctionnement du Gouvernement, les inspecteurs des Finances remettent leur avis dans un délai de dix jours ouvrables à compter de la réception du dossier complet. Le délai peut être porté à vingt jours ouvrables à la demande de l'Inspection des Finances. En l'absence d'avis remis dans ce délai, le ministre intéressé peut soumettre le dossier au Ministre du Budget.

Les inspecteurs des Finances ne peuvent ni participer à la direction ou à la gestion des services du ministre auprès duquel ils sont accrédités, ni donner d'ordre tendant à empêcher ou à suspendre des opérations.

Dans les cas d'urgence, les Ministres peuvent réclamer une communication de l'avis de l'inspecteur des Finances dans un délai qu'ils déterminent.

**Art. 55.** Lorsqu'un Ministre soumet une des propositions visées par le présent arrêté au Gouvernement, au Ministre du Budget ou au Ministre de la Fonction publique, il y joint chaque fois l'avis de l'inspecteur des Finances.

**Art. 56.** Tout arrêté mentionne dans son préambule, avec l'indication de la date, l'avis de l'inspecteur des Finances, l'accord du Gouvernement, du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

En cas d'application de l'article 43, il mentionne la décision du Ministre du Budget ou du Ministre de la Fonction publique.

**Art. 57.** L'application des dispositions du Titre V ne porte pas préjudice aux dispositions prises par le Gouvernement par voie d'arrêté en vue du règlement de son fonctionnement.

#### TITRE 6. — *Dispositions finales*

**Art. 58.** L'arrêté royal du 8 avril 1954 réglant les modalités de contrôle des inspecteurs des Finances dans certains organismes d'intérêt public est abrogé pour les matières visées par le présent arrêté.

**Art. 59.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire est abrogé.

**Art. 60.** Sous réserve de non-conformité ou de contradiction avec les dispositions du présent arrêté, les dispositions applicables aux unités d'administration publique visées par ledit arrêté, de nature réglementaire, de portée organique et statutaire, ainsi que les stipulations contenues dans les contrats de gestion ou toute autre convention restent d'application.

**Art. 61.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

**Art. 62.** Le Ministre du Budget et la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 8 juin 2017.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et de l'Energie,  
C. LACROIX

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/204066]

**8. JUNI 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchführung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle in den Dienststellen der Wallonischen Regierung, den Verwaltungsdiensten mit autonomer Buchführung, den regionalen Unternehmen, den Einrichtungen und dem Vermittlungsdienst der Wallonischen Region**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten, Artikel 23, 37, 38, 46, 47, 48, 52/2, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, Artikel 68 abgeändert durch das Dekret vom 17. Dezember 2015, Artikel 71, ersetzt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015 und Artikel 101, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2015;

Aufgrund des Königlichen Erlass vom 8. April 1954 zur Regelung der Bestimmungen für die Kontrollen der Finanzinspektoren in bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

Aufgrund der am 19. Oktober 2016 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 27. Oktober 2016 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des in Anwendung von Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben aufgestellten Berichts vom 22. Dezember 2016;

Aufgrund des am 23. Januar 2017 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 60.753/2 des Staatsrats;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung in den wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 26. Januar 2017 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt und des Ministers für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

**TITEL 1 — Begriffsbestimmungen und Anwendungsbereich**

**Artikel 1** - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° "Dekret vom 15. Dezember 2011": das Dekret vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

2° "Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 zur Festlegung verschiedener Maßnahmen betreffend die Ausführung des Haushaltsplans, die Haushalts- und allgemeine Buchführung sowie die Berichterstattung in den wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten;

3° "Einheit": die öffentliche Verwaltungseinheit im Sinne von Artikel 2 Ziffer 27 des Dekrets vom 15. Dezember 2011;

4° "Körperschaft": die öffentliche Verwaltungseinheit im Sinne von Artikel 3 § 1 Ziffer 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011;

5° "Minister für den öffentlichen Dienst": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört;

6° "ÖDW": der Öffentliche Dienst der Wallonie, d.h. die Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Region;

7° "Dienststellen für Haushalt und Finanzen": die Abteilungen Haushalt, Buchführung und Kassenwesen der ressortübergreifenden Generaldirektion Haushalt, Logistik und Informations- und Kommunikationstechnologie des ÖDW;

8° "Buchführungs- und Finanzdienststelle": die interne Dienststelle, die sich aus den Akteuren zusammensetzt, die mit der Haushalts- und Rechnungsführung der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen beauftragt sind;

9° "Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen": die interne Dienststelle, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen beauftragt ist;

10° "Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen": die Person, die innerhalb der Einheiten, mit Ausnahme der Körperschaft, mit der Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen beauftragt ist;

11° "Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen": die interne Dienststelle, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Kontrolle der Ausgabenfeststellungen beauftragt ist;

12° "Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen": die Person, die innerhalb der Einheiten, mit Ausnahme der Körperschaft, mit der Kontrolle der Ausgabenfeststellungen beauftragt ist;

13° "Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer": die interne Dienststelle, die innerhalb der Dienststellen für Haushalt und Finanzen mit der Inspektion der dezentralen Kassenführer beauftragt ist;

14° "Bediensteter": der statutarische Bedienstete, der in den Diensten der Wallonischen Regierung im Sinne des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes definitiv beschäftigt ist;

15° "Personalmitglied": das Mitglied des Personals der in Artikel 2 erwähnten Einheiten, unabhängig von dem Arbeitsrechtsverhältnis, durch welches es mit diesen Dienststellen verbunden ist, mit Ausnahme des Bediensteten;

16° "verantwortliche Behörde": jede Behörde, ob sie eine hierarchische Gewalt ausübt oder nicht, deren Aufgabe darin besteht, Buchführungs-, Haushalts-, Finanz- oder Vermögensverrichtungen zu prüfen;

17° "leitender Beamter": die innerhalb eines Verwaltungsdienstes mit autonomer Buchführung von der Regierung benannte verantwortliche Behörde;

18° "Mandatträger": die kraft des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes oder kraft spezifischer organischer Bestimmungen, die innerhalb der Körperschaft, eines regionalen Unternehmens oder einer Einrichtung gelten, durch Mandat benannte verantwortliche Behörde;

19° "Verwaltungsorgane": der Verwaltungsrat einer Einrichtung des Typs 2 oder des Typs 3 oder, wenn es diesen nicht gibt, jedes andere Organ, unabhängig von seiner Bezeichnung, das über alle Befugnisse zur Ausführung der Aufgabe oder des Sozialzwecks dieser Einrichtung verfügt;

20° "wiederkehrende Ausgaben": die Ausgaben, die für die Arbeitsweise der Dienste unerlässlich sind und deren Beträge während des Haushaltsjahres fällig sind, die jedoch entweder aus Verpflichtungen entstehen, deren Auswirkungen sich über mehrere Jahre erstrecken und deren Anrechnung im Jahr ihres Entstehens eine Last darstellen würde, die wirtschaftlich in keinerlei Verhältnis dazu stehen würde, oder aus Verpflichtungen, für die der im Laufe eines jedes Haushaltsjahrs fällige Betrag zum Zeitpunkt ihres Entstehens nicht bekannt ist.

**Art. 2 - § 1** - Die Bestimmungen vorliegenden Erlasses sind auf die wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten nach Artikel 3 § 1 Ziffern 1 bis 4 Buchstaben *a*) und *b*) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 sowie auf den Vermittlungsdienst nach Artikel 3 § 1 Ziffer 6 desselben Dekrets anwendbar.

§ 2 - Die Bestimmungen von Titel 2 sind auf die wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten im Sinne von Artikel 3 § 1 Ziffer 4 Buchstabe *c*) des Dekrets vom 15. Dezember 2011 anwendbar.

Die für diese Einheiten geltenden Verpflichtungen sind die gleichen, ob sie im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks oder im Rahmen einer von der Regierung übertragenen Aufgabe handeln, die den übrigen Aufgaben oder Diensten der betroffenen Einheiten gleichgestellt wird.

## TITEL 2 — *Gemeinsame Bestimmungen*

### KAPITEL I — *Die interne Kontrolle*

**Art. 3 - § 1** - Die in vorliegendem Erlass genannten Einheiten führen in Übereinstimmung mit den Artikeln 46, 70 und 100 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 Systeme zur Erfassung, Beurteilung und Hierarchisierung der Risiken ein, wobei sie diese an die Art und die Anzahl ihrer Verrichtungen anpassen. Sie unterziehen die Risiken und das interne Kontrollsystem regelmäßig einer Prüfung, um zu beurteilen, ob diese angesichts der Entwicklung der Aktivität und der Rahmenbedingungen relevant sind.

Die interne Kontrolle ist ein integriertes Paket von Maßnahmen und schriftlichen Verfahren, die sich auf alle Aktivitäten der betreffenden Einheit beziehen; sie werden durch die Verantwortlichen und das Personal dieser Einheit umgesetzt.

Die interne Kontrolle betrifft:

1° die Querschnittsverfahren, die bei der Verwaltung der betreffenden Einheit eingesetzt werden;

2° die haushalts- und buchführungstechnischen Verfahren.

International anerkannte Normen zur internen Kontrolle im öffentlichen und Privatsektor gelangen je nach Fall zur Anwendung.

§ 2 - Die interne Haushalts- und Buchführungskontrolle wird derart organisiert, dass eine Konzentration der finanziellen Risiken bei ein und demselben Bediensteten oder Personalmitglied vermieden wird.

Interne Verwaltungssysteme und Kontrollverfahren werden eingeführt, die auf die Beherrschung der Compliance-, Zuverlässigkeits- und Integritätsrisiken für Haushalts- und Finanzdaten abgestimmt sind.

§ 3 - Die haushalts- und buchführungstechnischen Verfahren werden schriftlich beschrieben und erfasst, und bilden eine deutliche, formalisierte und auf allen Ebenen aktuelle Dokumentation. Sie betreffen insbesondere die Art und Weise, wie die Haushalts- und allgemeine Buchführung betrieben wird, und wie das Kassenwesen, die Investitionen und die Schuld verwaltet werden.

Sie beachten den Grundsatz der Aufgabentrennung und beschreiben die ausgeführten Aufgaben sowie die mit deren Ausführung beauftragten Akteure.

§ 4 - Das System zur computergestützten Verarbeitung der Haushaltsplanung und der Buchführung umfasst automatisierte Kontrollen sowie manuelle Annahmevergänge, deren Rückverfolgbarkeit gemeinsam mit der Identifizierung der Anwender gewährleistet ist. Notfallverfahren sowie Sicherungssysteme werden vorgesehen, um die Kontinuität und die Integrität der eingegebenen Daten zu gewährleisten.

**Art. 4** - Jeder Bedienstete oder jedes Personalmitglied beteiligt sich unter Berücksichtigung seiner Aufgaben und Verantwortungsbereiche an der ordnungsgemäßen Anwendung des internen Kontrollsystems.

**Art. 5** - Der leitende Beamte, der Mandatträger oder das Verwaltungsorgan der Einheit sorgt für:

1° die Einführung der Maßnahmen und Verfahren zur internen Kontrolle nach Artikel 3;

2° die Umsetzung seines internen Kontrollsystems, dessen Effizienz er anhand eines Jahresberichts bescheinigt. Dieser Bericht enthält insbesondere eine Beschreibung der eingesetzten Mittel, um die gesteckten Ziele zu erreichen, sowie eine Bewertung der Hauptrisiken, die die Erfüllung dieser Ziele beeinträchtigen könnten, die Verfahren zur Verarbeitung der identifizierten Risiken und die eingeführten Kontrollen, um sicherzugehen, dass diese Verarbeitung tatsächlich stattgefunden hat. Diese Berichte werden der Regierung und dem Auditausschuss mitgeteilt.

### KAPITEL II — *Das interne Audit*

**Art. 6** - In Übereinstimmung mit den Artikeln 47, 70 und 100 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 sorgen die in vorliegendem Erlass erwähnten Einheiten mittels eines internen Audits für die Funktionstüchtigkeit, Wirksamkeit und Effizienz des internen Kontrollsystems.

Bei dem internen Audit handelt es sich um eine unabhängige und objektive Aktivität, die zur Erfüllung der Ziele der betreffenden Einheit beiträgt, und zwar durch die Bewertung und die Äußerung von Empfehlungen zur Verbesserung ihres internen Kontrollsystems, ihres Risikomanagements und ihrer Leistungsfähigkeit.

Das interne Audit zielt sowohl auf die interne Kontrolle betreffend die Querschnittsverfahren in Bezug auf die Verwaltung der betreffenden Einheit als auch auf deren haushalts- und buchführungstechnische Verfahren ab.

International anerkannte Normen zum internen Audit im öffentlichen und Privatsektor gelangen je nach Fall zur Anwendung.

### KAPITEL III — *Das integrierte Auditkonzept*

**Art. 7** - In Übereinstimmung mit Artikel 52/2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 organisieren die in vorliegendem Erlass erwähnten Einheiten eine ständige Aktenführung der auf dem neuesten Stand gehaltenen allgemeinen Informationen, die im Rahmen von Auditverfahren zweckdienlich sind.

Unter allgemeinen Informationen gelten gegebenenfalls:

- 1° das Gründungsdekret und seine Ausführungserlasse, oder die Satzungen;
- 2° der Verwaltungs- oder Geschäftsführungsvertrag, sowie die Bewertungen seiner Umsetzung;
- 3° der strategische Plan, sowie eventuelle Teilpläne;
- 4° die Zusammensetzung und die Aufgaben des Verwaltungsrats, des Auditausschusses, des Entlohnungsausschusses und der anderen Ausschüsse;
- 5° die sowohl hierarchische als geographische Organisationsstruktur, wenn zutreffend;
- 6° die Vollmachten und Untervollmachten, die die Einheit erhalten und erteilt hat;
- 7° die auf die Einheit anwendbaren spezifischen Vorschriften;
- 8° die an der Kontrolle beteiligten Akteure, die Dauer ihres Mandats, sowie die Person bzw. Personen, mit denen Kontakt aufzunehmen ist, mit Angabe ihrer Kontaktangaben;
- 9° die genehmigten Haushaltspläne der letzten drei Jahre, unter Einhaltung der genehmigten Änderungen und Umverteilungen;
- 10° die letzten drei Jahresabschlüsse;
- 11° die letzten drei Jahresberichte;
- 12° die Beschreibung des Risikomanagements in der Einheit und die durchgeführten Risikoanalysen;
- 13° die von der verantwortlichen Behörde validierten haushalts-, buchführungs- und verwaltungstechnischen Verfahren;
- 14° alle Berichte bezüglich der internen Kontrolle, die internen und externen Auditberichte und die Empfehlungsbriefe der letzten drei Jahre;
- 15° die allgemeinen Empfehlungen der Finanzinspektion im Laufe der letzten drei Jahre;
- 16° die Berichte des Regierungskommissars der letzten drei Jahre.

Die ständige Akte wird den verschiedenen Akteuren, die bei der Kontrolle und dem Audit der Einheit tätig sind, und insbesondere den Kontrolleuren und internen Auditoren, dem Rechnungshof, der Finanzinspektion oder den Betriebsrevisoren, zur Verfügung gehalten.

Unbeschadet der Anwendung der spezifischen gesetzlichen, verordnungsrechtlichen, normativen oder berufsethischen Bestimmungen können Letztere sich auf die Schlussfolgerungen und Empfehlungen der einen und anderen Akteure stützen. Sie organisieren ihre Kontrollen im Einvernehmen, ggf. mittels Vertragsprotokollen oder Vereinbarungen, ohne jedoch ihre jeweilige Unabhängigkeit zu beeinträchtigen.

### TITEL 3 — *Die interne Kontrolle des Haushalts und der Buchführung*

#### KAPITEL I — *Die Akteure*

**Art. 8** - § 1 - Innerhalb der Körperschaft sind die Einheiten zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen und der Ausgabenfeststellungen unabhängig von den Dienststellen, die die einer Kontrolle unterzogenen Verrichtungen getätigt haben. Sie erstatten der verantwortlichen Behörde regelmäßig Bericht über die bei ihren Kontrollen festgestellten Unregelmäßigkeiten.

§ 2 - Innerhalb der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 führt der leitende Beamte, der Mandatsträger oder das Verwaltungsorgan, je nach den Bestimmungen, die der Einheit eigen sind, eine Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen und eine Kontrolle der Ausgabenfeststellungen ein.

Die diesen Einheiten zugewiesenen Personen

1° können unter folgenden Personen ausgewählt werden:

- a) Bediensteten oder Personalmitgliedern;
- b) Mitgliedern des Verwaltungsorgans, die in ihrem eigenen Namen handeln;

2° können weder die der Kontrolle unterzogenen Verrichtungen getätigt haben, noch Kassensführer sein.

Wenn es funktionsmäßig nicht möglich ist, das Amt des Kontrolleurs der Ausgabenverpflichtungen und das Amt des Kontrolleurs der Ausgabenfeststellungen zu trennen, können sie von ein und derselben Person ausgeübt werden, unter der Voraussetzung, dass die im vorigen Absatz erwähnten Bedingungen beachtet werden.

#### KAPITEL II — *Die Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen*

##### Unterabschnitt 1 — *Ausgabenverpflichtungen*

**Art. 9** - § 1 - Innerhalb der Körperschaft werden die folgenden Ausgaben zwecks des Erhalts folgender Sichtvermerke der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen unterzogen:

1° eines vor der Notifizierung der Ausgabe erteilten Sichtvermerks für eine Ausgabenverpflichtung: die in Artikel 22 § 1 Absatz 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben, außer wenn der Auftragsgegenstand wiederkehrende Ausgaben betrifft. Dieser Sichtvermerk für eine Ausgabenverpflichtung wird in dem in Artikel 29 § 2 Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen erwähnten Fall erhöht;

2° eines Sichtvermerks für eine Ausgabenverpflichtung betreffend während des Haushaltsjahres fällige Beträge, gegebenenfalls einschließlich der Erhöhung vor deren Anwendung, außer für die unter *c*) angeführten Ausgaben:

a) die wiederkehrenden Ausgaben;

b) die in Artikel 22 § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben;

c) die Ausgaben, die 8.500 Euro ausschl. MwSt. nicht übersteigen, die durch eine angenommene Rechnung festgestellt werden können und deren Zahlung dem in Artikel 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen angeführten zentralisierenden Kassenführer anvertraut wird;

3° eines Sichtvermerks für eine Ausgleichsverpflichtung; die in Artikel 23 § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Ausgaben.

Was Ziffer 2 betrifft, wird der Sichtvermerk für eine Ausgabenverpflichtung vorläufig gewährt, falls der Betrag der Ausgaben nicht mit Gewissheit bestimmt werden kann und er unter Nachweis von Belegen, denen gegebenenfalls die Stellungnahme der Finanzinspektion beigelegt wird, eingeschätzt wird.

§ 2 - Innerhalb der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 kann der Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen die in § 1 Ziffer 1 und 2 bestimmten Sichtvermerke für Ausgabenverpflichtungen erteilen.

§ 3 - In der Annahme, unter den Bedingungen und auf der Grundlage der Belege gemäß Artikel 29 § 2 Absätze 3 und 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen führt die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen oder der Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen auf Befehl des Anweisungsbefugten die Verringerung des Sichtvermerks für die Ausgabenverpflichtung in Höhe des Überschusses durch.

**Art. 10** - Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 wird ein Sichtvermerk für eine Ausgabenverpflichtung jeweils für eine einzeln berücksichtigte Ausgabe erteilt.

Er kann jedoch global für mehrere Ausgaben gewährt werden, falls entweder:

1° ihre Art dies rechtfertigt;

2° ihre Art identisch ist und ihre Bezugsberechtigten in einem einzigen Dokument angeführt werden;

3° die Identität der Bezugsberechtigten nicht genau bestimmt werden kann;

4° der einzelne Betrag jeder Ausgabe nicht genau bestimmt werden kann;

5° die Identität der Bezugsberechtigten und der einzelne Betrag jeder Ausgabe nicht genau bestimmt werden können.

**Art. 11** - § 1 - Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 sorgt der Anweisungsbefugte, im Hinblick auf die Erteilung eines Sichtvermerks für eine Ausgabenverpflichtung, dafür, dass der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen oder dem Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen ein Antrag zur Unterstützung der Belege übermittelt wird, in dem folgende Angaben stehen:

1° der Gegenstand der mit einem Sichtvermerk zu versehenen Verrichtung;

2° ggf. die Angaben zu dem Beteiligten (Lieferant, Auftragnehmer, Gläubiger, Begünstigter oder dezentraler Kassenführer);

3° die Höhe der voraussichtlichen Ausgabe aufgrund des Vertragsentwurfs, des Entwurfs des Erteilungserlasses, des verfügbaren Teils des Ausgabenhaushaltsplans, der normativen Bestimmungen oder jeglicher sonstigen Auskunft, selbst wenn es sich dabei um eine Schätzung handelt;

4° das Jahr, der Organisationsbereich, das Programm und die Basiszuwendung des Ausgabenhaushaltsplans;

5° Name und Eigenschaft des Anweisungsbefugten.

Gegebenenfalls werden die in den Bestimmungen von Titel 5 vorgesehenen Zustimmungen oder vorherigen Stellungnahmen den Belegen beigelegt.

§ 2 - Innerhalb der Körperschaft unterbreitet der Anweisungsbefugte, um einen Sichtvermerk für eine Ausgleichsverpflichtung zu erhalten, folgende Elemente der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen:

1° die Belege für die Ausgabe und gegebenenfalls die Verweigerung der Validierung durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen aufgrund des Fehlens einer vorherigen Ausgabenverpflichtung;

2° die Stellungnahme der Finanzinspektion gemäß Artikel 49 Ziffer 5;

3° die Zustimmung des Haushaltsministers bei einer Anwendung von Artikel 39 § 2.

**Art. 12** - § 1 - Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 prüft die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen oder der Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen insbesondere:

1° die Genauigkeit der Angaben der Haushaltsanrechnung;

2° gegebenenfalls die Übereinstimmung der Verpflichtung mit den Haushaltszulassungen;

3° gegebenenfalls den Bezugsberechtigten und den Betrag;

4° die Verfügbarkeit der Verpflichtungsermächtigungen;

5° die Übereinstimmung der Ausgabe mit den Gesetzen, Dekreten, Erlassen, Rundschreiben, Verordnungen, Urteilen und Verträgen oder mit den Bestimmungen der Artikel 17 § 1 und 18 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen;

6° gegebenenfalls innerhalb der Körperschaft, die Übereinstimmung des von dezentralen Kassenführern beantragten Geldvorschusses mit den geltenden Bestimmungen;

7° gegebenenfalls die Beachtung der Verfahren für die in Titel 5 erwähnte Verwaltungs- und Haushaltskontrolle;

8° die Rechtmäßigkeit der vorgelegten Belege.

§ 2 - Innerhalb der Körperschaft ist die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen befugt, jeden Antrag auf eine Ausgleichsverpflichtung mit einem Sichtvermerk zu versehen, wenn die Verpflichtungsermächtigungen auf dem angemessenen Basisartikel des laufenden Haushaltsjahres verfügbar sind.

**Art. 13** - Im Anschluss an ihre bzw. seine Prüfung stellt die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen bzw. der Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen ihren bzw. seinen Beschluss dem Anweisungsbefugten zur Verfügung.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung gewährt wird, so umfasst der Beschluss wenigstens die Nummer des Sichtvermerks, das Datum und die Haushaltsanrechnung der Ausgabe zu Lasten der Verpflichtungsermächtigungen.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung nicht gewährt werden kann, da der Antrag unvollständig ist, wird der Anweisungsbefugte aufgefordert, die fehlenden Dokumente einzureichen.

Für den Fall, dass der beantragte Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung verweigert wird, da der Antrag mit Unregelmäßigkeiten behaftet ist, wird der Anweisungsbefugte von dem begründeten Beschluss in Kenntnis gesetzt.

In den in den Absätzen 3 und 4 genannten Fällen sind die von der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenverpflichtungen oder dem Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen abgegebenen Stellungnahmen mit einer Begründung versehen; sie werden der Akte beigelegt.

**Art. 14** - Das Buchführungssystem registriert ununterbrochen im Laufe eines bestimmten Haushaltsjahres:

1° die Nummern der erteilten Sichtvermerke;

2° getrennt die verweigerten Sichtvermerke.

Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 wird bei der Registrierung der zugeteilten Nummern der Sichtvermerke ein Unterschied gemacht zwischen den verschiedenen Arten von Verpflichtungen, an die sie kraft Artikel 9 § 1 und 2 gebunden sind.

**Art. 15** - Jeder Antrag auf einen Sichtvermerk für eine Ausgabenverpflichtung zu Lasten der Mittel eines bestimmten Haushaltsjahres wird spätestens am 31. Dezember dieses Jahres bearbeitet. Ab dem 1. Januar 2020 kann ein gleicher Antrag auf einen Sichtvermerk für eine Ausgabenverpflichtung spätestens am 31. Januar des folgenden Haushaltsjahres bearbeitet werden.

Auf Vorschlag des Haushaltsministers legt die Regierung das Datum fest, an dem die Anträge den Dienststellen für Haushalt und Finanzen übermittelt werden müssen, was die Körperschaft betrifft, und an dem sie dem Kontrolleur der Ausgabenverpflichtungen übermittelt werden müssen, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung und die regionalen Unternehmen betrifft.

#### Unterabschnitt 2 — Rechtliche Verpflichtungen

**Art. 16** - Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 fallen die Phasen der haushaltstechnischen Verpflichtung und der rechtlichen Verpflichtung für ein und dieselbe Ausgabe in den Zuständigkeitsbereich der Anordnungsbefugten, die nach der geltenden Gesetzgebung befugt sind, die Verpflichtungsermächtigungen zu verwenden, zu deren Lasten die Ausgabe im Haushaltsplan verbucht ist.

Der Betrag der nach den Bestimmungen von Artikel 29 § 2 Absatz 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen bescheinigten rechtlichen Verpflichtung ist Gegenstand einer angemessenen Eintragung in der Buchführung.

Eine globale haushaltstechnische Verpflichtung nach Artikel 10 kann durch mehrere einzelne rechtliche Verpflichtungen bestätigt werden.

Die Aufgaben in Zusammenhang mit der Prüfung des Bestands der rechtlichen Verpflichtungen werden, was die Körperschaft betrifft, den Dienststellen für Haushalt und Finanzen, und, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen und die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 betrifft, den Buchführungs- und Finanzdienststellen anvertraut.

#### KAPITEL III — Die Kontrolle der Ausgabenfeststellungen

**Art. 17** - Jede Ausgabe, deren Zahlung vom Kassensführer getätigt wird, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen und die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 betrifft, oder vom zentralisierenden Kassensführer getätigt wird, was die Körperschaft betrifft, wird vom Anweisungsbefugten zwecks Validierung und endgültiger Anrechnung zu Lasten der Ausgabenfeststellungskredite der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen oder dem Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen unterbreitet.

**Art. 18** - Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 übermittelt der Anweisungsbefugte der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen oder dem Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen die erforderlichen Angaben, um die Validierung der Ausgabenfeststellung zu erreichen, insbesondere:

1° den nach den vom Haushaltsminister festgelegten Modalitäten genehmigten Beleg und, im Falle eines öffentlichen Auftrags, den Beleg über die ausgeführte und angenommene Dienstleistung;

2° den Sichtvermerk für die Ausgabenverpflichtung oder in Ermangelung dessen die Nummer seines Antrags und eine Kopie des Bestellscheins;

3° das Jahr, den Organisationsbereich, das Programm und die Basiszuwendung des Ausgabenhaushaltsplans;

4° den zu zahlenden Betrag;

5° die beteiligte Partei;

6° die Nummer des auf den Namen des Bezugsberechtigten eröffneten Bankkontos;

7° die Zahlungsfrist;

8° die strukturierte oder nicht strukturierte Mitteilung;

9° ggf. die vermögensrechtlichen Eigenschaften der Ausgabe.

**Art. 19 - § 1** - Die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen oder der Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen prüft insbesondere:

- 1° die vorherige Verpflichtung der Ausgabe;
- 2° die korrekte Anbindung der festgestellten Ansprüche an das Haushaltsjahr;
- 3° die Genauigkeit der Angaben der Haushaltsanrechnung;
- 4° die Verfügbarkeit des Ausgabenfeststellungskredits;
- 5° die Rechtmäßigkeit der Belege;
- 6° Name und Eigenschaft des Anweisungsbefugten;
- 7° die Genauigkeit der für die Zahlung mit schuldbefreiender Wirkung erforderlichen Angaben;
- 8° ggf. das Bestehen (oder nicht) einer Streitsache im Sinne der Artikel 22 und 23 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen;
- 9° das Fehlen einer Zahlung desselben Betrags auf der Grundlage desselben Belegs an denselben Bezugsberechtigten mit derselben Mitteilung.

Was die Körperschaft betrifft, setzt die in Absatz 1 Ziffer 2 angeführte korrekte Anbindung voraus, dass der Beleg, der eingereicht werden muss, um die Zahlung zu erreichen, spätestens auf den 31. Dezember datiert wird, dass er spätestens an diesem Datum durch den Anweisungsbefugten übermittelt wird und bei den Dienststellen für Haushalt und Finanzen eingeht, und dass er durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen validiert wird.

Ab dem 1. Januar 2020 setzt die in Absatz 1 Ziffer 2 angeführte korrekte Anbindung ausschließlich voraus, dass der Beleg, der eingereicht werden muss, um die Zahlung zu erreichen, spätestens auf den 31. Dezember datiert wird und an diesem selben Datum durch den Anweisungsbefugten validiert wird.

§ 2 - Im Falle von Vorschüssen an dezentrale Kassenführer innerhalb der Körperschaft wird die in Paragraph 1 erwähnte Kontrolle durch die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer durchgeführt.

**Art. 20 - § 1** - Die Validierung der Ausgabenfeststellung wird datiert und in der Buchführung an den Sichtvermerk der Haushaltsverpflichtung, deren Verpflichtungen sie ausgleicht, gebunden.

Wird die Ausgabenfeststellung aufgrund von Regelwidrigkeiten nicht validiert, wird der Anweisungsbefugte davon in Kenntnis gesetzt. In diesem Fall wird die von der Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen und von dem Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen abgegebene Stellungnahme mit einer Begründung versehen und der Akte beigefügt.

§ 2 - Innerhalb der Körperschaft beantragt der Anordnungsbefugte, falls die in Artikel 19 § 1 Ziffer 1 angeführte vorherige Verpflichtung der Ausgabe fehlt, gemäß Artikel 9 § 1 Ziffer 3 eine Ausgleichsverpflichtung und reicht seine Akte gemeinsam mit dem Sichtvermerk der Ausgleichsverpflichtung erneut ein.

**Art. 21** - Die an ein bestimmtes Haushaltsjahr gebundenen Ausgaben werden durch die Einheit zur Kontrolle der Ausgabenfeststellungen oder den Kontrolleur der Ausgabenfeststellungen validiert und spätestens am 31. Januar des darauffolgenden Jahres auf die Kredite angerechnet, mit Ausnahme der Vorschüsse an die dezentralen Kassenführer innerhalb der Körperschaft, die spätestens am 31. Dezember des bestimmten Haushaltsjahres festgestellt und angerechnet werden.

#### KAPITEL IV — Die Kontrolle der Kassenführer und Einnnehmer

##### Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

**Art. 22 - § 1** - Die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen und die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 führen interne Kontrollverfahren ein, die darauf abzielen, sicher zu stellen, dass die Kassenführer und die Einnnehmer ihre Aufgaben unter Beachtung der Bestimmungen ihrer Benennungsurkunde und der Vorschriften des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen oder jeglicher anderen auf die regionalen wallonischen Abgaben anwendbaren Regelungen ausführen.

§ 2 - Sollten bei einer Prüfung der Gesetzmäßigkeit und der Regelmäßigkeit der Verrichtungen der Kassenführer oder der Einnnehmer oder unabhängig von dieser Prüfung, verschiedene Indikatoren darauf schließen lassen, dass die Gefahr einer unsachgemäßen Verwaltung vorliegt, so kann eine verantwortliche Behörde unter Einsichtnahme in die entsprechenden Unterlagen und gegebenenfalls vor Ort eine spezifische Prüfung durchführen. Werden dabei leichte materielle Fehler festgestellt, die korrigiert werden können, werden der Kassenführer oder der Einnnehmer aufgefordert, diese Korrekturen vorzunehmen.

**Art. 23** - In Anwendung von Artikel 38 § 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 muss das zentrale Einkassierungs- und Auszahlungssystem der Fonds des ÖDW so konfiguriert sein, dass es erlaubt, alle Vorgänge der Körperschaft chronologisch nachzuvollziehen und Mittel zu integrieren, die Betrug und doppelte Zahlungen verhindern.

Die computergestützten Systeme zur Unterstützung des Haushaltsplans und der Buchführung der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 müssen dieselben Kontrollen ermöglichen.

**Art. 24 - § 1** - Die verantwortliche Behörde achtet darauf, dass jeder Kassenführer und jeder Einnnehmer seine Geschäftsführungsrechnung in den Fällen und Fristen sowie nach den Modalitäten einreicht, die durch Artikel 39 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 oder durch sonstige gesetzliche, verordnungsrechtliche oder vertragliche Bestimmungen mit grundlegender und statutarischer Tragweite auferlegt werden.

§ 2 - Was die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen und die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 betrifft, prüft die verantwortliche Behörde, bevor sie die Geschäftsführungsrechnung dem Rechnungshof übermittelt, wenigstens deren Form und Vollständigkeit sowie deren arithmetische Operationen und die Übereinstimmung zwischen den Buchungen und den Salden des auf den Namen des Kassenführers oder des Einnnehmers eröffneten Finanzkontos.

§ 3 - Weist das Konto des Kassenführers ein Defizit auf, so fordert die zuständige Behörde ihn auf, dieses auszugleichen. In Ermangelung dieses Ausgleichs verfasst sie einen Bericht, in dem sie die Höhe des Defizits, das Entstehungsdatum und die Umstände vermerkt, und übermittelt diesen unverzüglich dem Rechnungshof gemeinsam mit dem Konto, das das Defizit aufweist.



§ 4 - Wenn der Rechnungshof den Abschluss eines Kontos, das einen Fehlbetrag aufweist, durchführt, beschließt der Haushaltsminister oder die verantwortliche Behörde unter Beachtung der anwendbaren Bestimmungen, ob der Kassenführer oder der Einnahmer zwecks der Rückzahlung des Fehlbetrags vor den Hof vorzuladen ist. Weist das Konto jedoch ein Defizit auf, so wird dieses unverzüglich zu Lasten des in Artikel 40 des Dekrets vom 15. Dezember 2001 angeführten Artikels angerechnet, zwecks des Ausgleichs des defizitären Kontos.

*Abschnitt 2 — Bestimmungen in Bezug auf die dezentralen Finanzverwaltungsgeschäfte innerhalb der Körperschaft*

**Art. 25 - § 1** - Unbeschadet der Anwendung der Regelung über die ministeriellen Kabinette und gemäß den Bestimmungen des Artikels 20 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen nimmt die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer insbesondere die folgenden Aufgaben wahr:

1° Sie achtet darauf, dass jeder dezentrale Kassenführer Zwischenrechnungen hinterlegt. Zudem informiert sie den Anweisungsbefugten, falls der dezentrale Kassenführer es versäumt:

a) zwei aufeinanderfolgende Zwischenrechnungen zu hinterlegen;

b) die von der Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer geäußerten Bemerkungen über die Tatsache, dass die beiden vorigen Zwischenrechnungen fehlerhaft oder unvollständig sind, zu berücksichtigen;

2° Sie prüft die Abfolge der Zwischenrechnungen;

3° Sie stellt sicher, dass nicht benutzte Restbeträge der während eines Haushaltsjahres erhaltenen Geldmittelvorschüsse dem zentralisierenden Einnahmer spätestens am 15. Februar des folgenden Jahres ordnungsgemäß zurück erstattet wurden.

In der Annahme, dass der Vorschuss zu Lasten eines Basisartikels angerechnet worden ist, der unter Bezugnahme auf die Hauptgruppe 7 der wirtschaftlichen Klassifikation kodifiziert ist, stellt die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer zudem sicher, dass für jede Vermögensausgabe die Konten der allgemeinen Buchführung oder jeglicher sonstige Vermerk, der ermöglicht, diese Ausgabe in die Aktiva der Bilanz einzutragen, in der Zwischenrechnung und auf den Belegen angegeben wird.

§ 2 - Die kontrollierten Zwischenrechnungen und ihre Belege werden bei den Dienststellen für Haushalt und Finanzen zentral verwaltet, um die Buchungen in der allgemeinen Buchführung eventuell zu regularisieren und um die Vermögensausgaben gegebenenfalls in die Aktiva der Bilanz einzutragen.

**Art. 26** - Die Einheit zur Inspektion der dezentralen Kassenführer führt Kontrollen bezüglich der Beachtung der Bestimmungen von Artikel 19 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Juni 2017 betreffend die Ausführung des Haushaltsplans und die Buchführungen durch.

Diese Kontrollen beziehen sich insbesondere auf:

1° die Einhaltung der Höchstbeträge jedes Vorschusses;

2° die Eigenschaft des bevollmächtigten Anweisungsbefugten;

3° die Eigenschaft als Erstgläubiger der Bezugsberechtigten der Zahlungen;

4° Die Buchungen bezüglich der im Januar getätigten Zahlungen;

5° die Gesetzmäßigkeit und die Regelmäßigkeit der Ausgabe.

*KAPITEL V — Besondere Kontrollen*

*Abschnitt 1 — Vermögensschutz*

**Art. 27** - In Übereinstimmung mit den Artikeln 46 Absatz 1 Ziffer 7, 70 und 100 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 führen die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen, die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 sowie der Vermittlungsdienst der Wallonischen Region angemessene Systeme ein, um ihr Vermögen gegen Wertverlust, Diebstahl, Missbrauch und Beschädigung zu schützen.

Innerhalb der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 wird ein Strichcode oder jegliche sonstige ähnliche Technik bei den in die Aktiva der Bilanz eingetragenen beweglichen Gütern verwendet, um ihre zeitliche Rückverfolgbarkeit zu gewährleisten. Die Angaben entsprechen jenen, die zum Zeitpunkt des Erwerbs in das in Artikel 34 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführte Inventar eingetragen wurden.

*Abschnitt 2 — Die Kontrolle der Verwaltung des Bedarfsmaterials und der kleinen kostengünstigen und dauerhaften Güter*

**Art. 28** - In Übereinstimmung mit den Artikeln 46 Absatz 2 Ziffer 9, 70 und 100 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 treffen die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen, die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 sowie der Vermittlungsdienst der Wallonischen Region angemessene Maßnahmen zur internen Kontrolle, um Folgendes zu vermeiden:

1° Betrug bei der Bevorratung und den Lieferungen;

2° Beschädigungen;

3° Diebstahl.

Die Einheiten führen eine ordnungsgemäße Schätzung ihrer Bedürfnisse in Sachen kleine kostengünstige und dauerhafte Güter und Bedarfsmaterial durch. Sie gewährleisten die materielle Sicherheit ihrer Vorräte sowie deren ständige Verwaltung, wobei insbesondere alle Güterbewegungen (Ein- und Ausgang) sowie ihr Standort und gegebenenfalls ihr endgültiger Bestimmungsort registriert werden.

Die kleinen kostengünstigen und dauerhaften Güter, die unter Berücksichtigung der ESVG-Vorschriften als Aufwendungen in die Ergebnisrechnung der allgemeinen Buchführung eingetragen werden, werden in dem realen Bestand erfasst.

Die Empfänger sind für diese Güter verantwortlich und sie verpflichten sich, diese unmittelbar auf erste Anforderung der zuständigen Behörde zurückzugeben.

**TITEL 4 — Internes Audit des Haushalts und der Buchführung****KAPITEL I — Auf die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung und die regionalen Unternehmen anwendbare Bestimmungen**

**Art. 29** - Innerhalb der Körperschaft, der Dienste mit autonomer Buchführung und der regionalen Unternehmen werden die internen haushalts- und buchführungstechnischen Audits nach Artikel 6 dem mit dem internen Audit für den ÖDW beauftragten Dienst anvertraut.

**Art. 30** - Unbeschadet der anderen ihm anvertrauten Aufgaben und der Anwendung anderer Vorschriften auf dem Gebiet der wallonischen regionalen Abgaben schließt der Auditausschuss des ÖDW im Rahmen seiner Auditpolitik Aktivitäten zur Prüfung der Ausführung des Haushalts und der Buchführungsvorgänge sowie der damit verbundenen finanziellen Verrichtungen ein, und zwar unter Berücksichtigung der in Artikel 3 § 1 angeführten Risikobewertung. In diesen genannten Bereichen kann der Haushaltsminister mit der vorherigen Zustimmung des von der Funktion her zuständigen Ministers den Auditausschuss mit einem spezifischen Auftrag befassen, dessen Zielsetzungen, Art und Prüfungsbereich er bestimmt.

Im Rahmen der in Absatz 1 erwähnten Aktivitäten und unbeschadet der anwendbaren gesetzlichen oder verordnungsrechtlichen Bestimmungen gewährleistet der Auditausschuss:

1° die Anberaumung der Aufgaben im Bereich des internen Audits sowie die Koordinierung ihrer Ausführung durch die internen Auditoren;

2° die Weiterverfolgung der im Anschluss an die unter Punkt 1° angeführten Aufgaben im Bereich des internen Audits beschlossenen Maßnahmen;

3° die Bewertung der Angemessenheit, der Wirksamkeit und der Qualität der internen Haushaltskontrolle innerhalb des ÖDW sowie die Äbfassung von Empfehlungen;

4° die Genehmigung der Methoden und Mittel, die von den internen Auditoren eingesetzt werden sowie die Verbreitung der guten fachlichen Praxis im Bereich des internen Audits und der internen Kontrolle des Haushalts und der Buchführung innerhalb des ÖDW.

**Art. 31** - Die internen Auditoren führen ihre Aufgaben in Übereinstimmung mit den Berufsvorschriften des internen Audits und der Charta für internes Audit des ÖDW aus.

Aufgrund des Prinzips der Trennung der operativen Funktionen und der Kontrollfunktionen ist es den Anweisungsbefugten, Kassenführern und Einnehmern nicht erlaubt, an Auditaufgaben in jenen Dienststellen teilzunehmen, in denen sie ihr Amt ausüben.

**KAPITEL II — Auf die Einrichtungen des Typs 1 und des Typs 2 anwendbare Bestimmungen**

**Art. 32** - § 1 - Der Aufsichtsminister sorgt für die Einführung eines internen Audits der haushalts- und buchführungstechnischen Kontrollverfahren innerhalb der Einrichtungen des Typs 1; das gleiche gilt für das Verwaltungsorgan innerhalb der Einrichtungen des Typs 2.

§ 2 - Wenn es innerhalb der Einrichtungen des Typs 1 keinen internen Auditdienst gibt, wird das haushalts- und buchführungstechnische Audit dem mit dem internen Audit für den ÖDW beauftragten Dienst anvertraut, unter Einhaltung der Bedingungen nach den Artikeln 30, 31 und 34.

Innerhalb der Einrichtungen des Typs 2, deren Gesamtbetrag der für drei aufeinanderfolgende Haushaltsjahre im Haushaltsplan eingetragenen Ausgaben mindestens 50 Millionen Euro pro Jahr erreicht, werden das haushalts- und buchführungstechnische Audit einem innerhalb der Einheit organisierten internen Auditdienst anvertraut.

Innerhalb der anderen Einrichtungen des Typs 2 werden die haushalts- und buchführungstechnischen Audits

1° entweder einem innerhalb der Einheit organisiert internen Auditdienst anvertraut,

2° oder einer unabhängigen privaten Einrichtung anvertraut,

In diesem Fall kann ein und dieselbe unabhängige Einrichtung

a) eine Aufgabe des internen Audits für mehrere Einheiten durchführen;

b) nicht für die Durchführung von zwei aufeinanderfolgenden haushalts- und buchführungstechnischen Audits einer selben Einheit beauftragt werden;

3° oder dem mit dem internen Audit für den ÖDW beauftragten Dienst anvertraut, mittels Vereinbarungen, die insbesondere die Tragweite des beantragten Audits und die Zurverfügungstellung von Ressourcen betreffen.

**Art. 33** - Ein jährlicher Bericht über das interne Audit wird vom Urheber dieses Audits innerhalb der betreffenden Einheiten ausgearbeitet. Je nach Fall wird dieser Bericht den von der Funktion her zuständigen Ministern oder den Aufsichtsministern mitgeteilt.

Die oben genannten Minister übermitteln eine Kopie dieser Berichte dem mit dem internen Audit für den ÖDW beauftragten Dienst, damit Letzterer eine Gesamtübersicht der Audits der Einheiten der Wallonischen Region erstellen kann.

**Art. 34** - Die internen Auditoren führen ihre Aufgaben in Übereinstimmung mit den Berufsvorschriften des internen Audits aus, sowie mit den Bestimmungen der Charta für internes Audit des ÖDW, falls das Audit von dem mit dem internen Audit für den ÖDW beauftragten Dienst durchgeführt wird.

Aufgrund des Grundsatzes der Trennung der operativen Funktionen und der Kontrollfunktionen ist es den Anweisungsbefugten, Kassenführern und Einnehmern nicht erlaubt, an Auditaufgaben in jenen Dienststellen teilzunehmen, in denen sie ihr Amt ausüben.

**TITEL 5 — Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle****KAPITEL I — Einleitende Bestimmungen**

**Art. 35** - § 1 - In Übereinstimmung mit den Artikeln 48, 49, 71 und 101 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 unterliegen die Körperschaft, die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, die regionalen Unternehmen und die Einrichtungen des Typs 1 der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle.

Diese Kontrolle betrifft die Ausführung des Haushaltsplans und die Finanzverwaltung der genannten Einheiten.

Die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle betrifft die Entwürfe von Beschlüssen der Regierung, der Dienststellen der allgemeinen Verwaltung der Wallonischen Region und der anderen in Absatz 1 genannten Einheiten.

§ 2 - Folgende Personen üben die Verwaltungs- und Haushaltskontrolle aus:

- 1° die Regierung, der Haushaltsminister und der Minister für den öffentlichen Dienst, was die Körperschaft betrifft;
- 2° der Haushaltsminister und die von der Funktion her zuständigen Minister, was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung und die regionalen Unternehmen betrifft;
- 3° die Aufsichtsminister, was die Einrichtungen des Typs 1 betrifft.

§ 3 - Die Regierung, der Haushaltsminister, der Minister für den öffentlichen Dienst, die Aufsichtsminister und die von der Funktion her zuständigen Minister werden von den in Artikel 48 § 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Finanzinspektoren unterstützt.

## KAPITEL II — Die Kontrolle durch die Regierung

### Abschnitt 1 — Die Regierung

**Art. 36** - Die Regierung beschließt die Maßnahmen, die für die Erstellung des Haushaltsplanes der Körperschaft unerlässlich sind.

Der Haushaltsminister erarbeitet die Vorentwürfe zu den Haushaltsdekreten sowie die auf Initiative der Regierung eingereichten Abänderungen zu diesen Entwürfen.

**Art. 37** - Die Regierung überwacht die Ausführung des Haushaltsplans der Körperschaft. Zu diesem Zweck informiert der Haushaltsminister regelmäßig die Regierung über die Haushaltslage und die Perspektiven bezüglich der Ausführung des Haushaltsplans.

Die Regierung bestimmt ihren Standpunkt gegenüber den auf Initiative des Parlaments eingereichten Dekretsvorschlägen und Änderungen, deren Verabschiedung eine Auswirkung auf die Einnahmen oder Ausgaben haben könnte.

**Art. 38** - In Dringlichkeitsfällen werden die in Artikel 37 Absatz 2 angeführten Zuständigkeiten sowie das Änderungsrecht der Regierung bezüglich des Haushaltsplans der Wallonischen Region durch den Haushaltsminister ausgeübt.

### Abschnitt 2 — Der Haushaltsminister

**Art. 39** - § 1 - Unterliegen der vorab zu erteilenden Zustimmung des Haushaltsministers jene Dekretsvorentwürfe, Erlassentwürfe, Rundschreiben oder Beschlüsse der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung und der regionalen Unternehmen:

- 1° für die die Haushaltsmittel unzureichend oder nicht vorhanden sind;
- 2° die eine direkte oder indirekte Auswirkung auf die Einnahmen haben, oder die zu neuen Ausgaben führen;
- 3° die Grundregeln bezüglich der Gewährung von Subventionen erlassen oder abändern;
- 4° die fakultative Zuschüsse von mehr als 25.000 Euro betreffen, die
  - a) durch ein Dekret genehmigt werden, das die Gewährungsbedingungen, den Bezugsberechtigten und den bezifferten Betrag nicht fest und endgültig festsetzt;
  - b) in Ermangelung eines solchen Dekrets durch eine gemäß Artikel 8 § 4 Ziffer 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 im Ausgabenhaushaltsplan vermerkte Sonderbestimmung genehmigt werden und die nicht Gegenstand einer namentlichen Eintragung des Bezugsberechtigten in die Tabelle der Basisartikel nach Artikel 8 § 4 Ziffer 6 desselben Dekrets sind;
- 5° die fakultative Zuschüsse von mehr als 500.000 Euro betreffen, die
  - a) durch ein Grundlagendekret genehmigt werden, das die Gewährungsbedingungen, den Bezugsberechtigten und den bezifferten Betrag nicht fest und endgültig festsetzt;
  - b) in Ermangelung eines solchen Dekrets durch eine gemäß Artikel 8 § 4 Ziffer 3 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 im Ausgabenhaushaltsplan vermerkte Sonderbestimmung genehmigt werden und die Gegenstand einer namentlichen Eintragung des Bezugsberechtigten in die Tabelle der Basisartikel nach Artikel 8 § 4 Ziffer 6 desselben Dekrets sind;
- 6° die Beschlusentwürfe bezüglich der Bau-, Liefer- und Dienstleistungsaufträge betreffen, die der Regierung auf der Grundlage des Erlasses zur Regelung ihrer Arbeitsweise unterbreitet werden;
- 7° die die Gewährung der Bürgschaft der Wallonischen Region außerhalb des Anwendungsbereichs der grundlegenden Bestimmungen, die die Bedingungen für die Gewährung dieser Bürgschaft festlegen, betreffen.

§ 2 - Unterliegen der vorab zu erteilenden Zustimmung des Haushaltsministers jene Dekretsvorentwürfe, Erlassentwürfe, Rundschreiben oder Beschlüsse der Körperschaft, die in dem in Artikel 23 § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Fall eine Ausgleichsverpflichtung beantragen für eine Ausgabe, deren Betrag

- 1° 31.000 Euro für Subventionen übertrifft;
- 2° 31.000 Euro exkl. MwSt. für andere Ausgaben als Subventionen übertrifft.

§ 3. Der Haushaltsminister gibt sein Einverständnis innerhalb von zehn Tagen ab.

Wenn das Einverständnis des Haushaltsministers jedoch für die Beschlussfassungen der Regierung vorausgesetzt wird, kann es ohne weitere Formalitäten in der endgültigen Notifizierung des Regierungsbeschlusses festgehalten werden.

**Art. 40** - Die in Artikel 13 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 erwähnten Entwürfe von Regierungsbeschlüssen werden der Regierung gemeinsam durch den Haushaltsminister und den von der Funktion her zuständigen Minister unterbreitet.

### Abschnitt 3 — Der Minister für den öffentlichen Dienst

**Art. 41** - Unterliegen dem Einverständnis des Ministers für den öffentlichen Dienst jene Dekretsvorentwürfe und Erlassentwürfe der Körperschaft, die auf die Festlegung oder die Änderung folgender Bestimmungen abzielen:

- 1° der Personalrahmen;
- 2° das Gehaltsstatut des Personals und der Gehaltstabellen in den verschiedenen Dienstgraden;

3° die Bestimmungen des Personalstatuts.

Abschnitt 4 - Gemeinsame Bestimmungen für die Abschnitte 2 und 3

**Art. 42** - Falls die in den Artikeln 39 und 41 erwähnten Vorentwürfe und Entwürfe das Einverständnis des Haushaltsministers oder des Ministers für den öffentlichen Dienst nicht erhalten haben, können sie durch den interessierten Minister der Regierung unterbreitet werden.

**Art. 43** - Der Haushaltsminister oder der Minister für den öffentlichen Dienst können jeder in seinem Zuständigkeitsbereich für bestimmte Materien beschließen, dass eine günstige Stellungnahme des Finanzinspektors sie von der Abgabe ihres vorherigen Einverständnisses befreit.

#### KAPITEL III — Die Kontrolle durch die Finanzinspektoren

**Art. 44** - In Übereinstimmung mit Artikel 35 § 3 wird die von den Finanzinspektoren vorgenommene Kontrolle auf die Beschlüsse der Körperschaft, der Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung, der regionalen Unternehmen und der Einrichtungen des Typs 1 ausgeübt.

**Art. 45** - Die Finanzinspektoren übernehmen die Funktion eines Haushalts- und Finanzberaters des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind.

**Art. 46** - Die Finanzinspektoren übermitteln dem Minister, bei dem sie akkreditiert sind, alle Vorschläge, die dazu beitragen können, die Wirksamkeit und die Effizienz der eingesetzten Mittel zu erhöhen, die Arbeitsweise der Dienststellen zu verbessern und Einsparungen oder Einnahmen zu erzielen.

**Art. 47** - Die Finanzinspektoren geben zu allen Fragen, die der Minister, bei dem sie akkreditiert sind, ihnen zur Prüfung unterbreitet hat, ihre Stellungnahme ab, die mit einem günstigen oder ungünstigen Vermerk abschließt. Der Minister kann sie unter anderem damit beauftragen, Ermittlungen bei den von der Region bezuschussten Einheiten durchzuführen.

**Art. 48** - Innerhalb der Körperschaft übernehmen die Finanzinspektoren ebenfalls Kontrollaufgaben im Namen des Haushaltsministers und des Ministers für den öffentlichen Dienst. Zudem geben sie ihre Stellungnahme ab zu allen Fragen, die ihnen zur Prüfung unterbreitet wurden, einschließlich – was den Haushaltsminister betrifft – der Fragen bezüglich der Anlagen, der Anleihen und der Darlehen der Einheiten, die der Wallonischen Region angehören.

**Art. 49** - Einer vorherigen Stellungnahme des Finanzinspektors unterliegen:

1° die Dekretsvorentwürfe, die Entwürfe zu Erlassen der Regierung und Ministeriellen Erlassen, zu Rundschreiben oder Beschlüssen, die:

a) was die Körperschaft betrifft: der Regierung im Rahmen der in Kapitel 2 angegebenen Zuständigkeiten und dem Haushaltsminister oder dem Minister für den öffentlichen Dienst unterbreitet werden;

b) was die Verwaltungsdienste mit autonomer Buchführung und die regionalen Unternehmen betrifft: dem Haushaltsminister und den von der Funktion her zuständigen Ministern unterbreitet werden;

c) was die Einrichtungen des Typs 1 betrifft: den Aufsichtsministern unterbreitet werden;

2° die Vorschläge, deren Ausführung sich direkt oder indirekt auf die Ausgaben oder die Einnahmen der Wallonischen Region auswirken kann, sowie jene Vorschläge, die die Verwaltungsorganisation der Dienststellen betreffen;

3° die Vorschläge, die die Gewährung der Bürgschaft der Region betreffen;

4° die im Rahmen der Erstellung der Haushaltspläne unterbreiteten Vorschläge;

5° die begründeten Anträge auf eine Ausgleichsverpflichtung in dem in Artikel 23 § 1 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 angeführten Fall gemeinsam mit den Belegen in Bezug auf die Ausgabe.

**Art. 50** - § 1 - In Abweichung von den Bestimmungen von Artikel 49 Ziffer 2 ist die Stellungnahme des Finanzinspektors nicht erforderlich für:

1° Personalausgaben, sofern es sich um die Anwendung des Besoldungs- und Verwaltungsstatuts handelt;

2° Dienstreisen in Belgien und ins Ausland;

3° öffentliche Aufträge für Bau- und Arbeitsleistungen, Lieferungen und Dienstleistungen, deren Schätzwert bzw. Betrag ohne MwSt. unter den in nachstehender Tabelle angegebenen Beträgen liegt:

	Offene Ausschreibung oder offener Angebotsaufruf	Beschränkte Ausschreibung oder beschränkter Angebotsaufruf	Verhandlungsverfahren mit oder ohne Bekanntmachung
Bau- und Arbeitsleistungen	250.000	125.000	85.000
Lieferungen	200.000	125.000	31.000
Dienstleistungen	125.000	62.000	31.000

Die Finanzinspektion wird monatlich über die in Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Aufträge, die eine Summe von 8.500 Euro ausschl. MwSt. erreichen, informiert;

4° Zuschüsse:

a) die aufgrund von Grundregeln gewährt werden, die deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen;

b) die den unter a) angeführten Zuschüssen nicht entsprechen und unter 6.000 Euro liegen;

5° sonstige Ausgaben, die Grundregeln unterworfen sind, welche deren Gewährungsbedingungen, deren Empfänger und deren Betrag fest und endgültig festsetzen.

§ 2 - Jeder von der Funktion her zuständige Minister und der Haushaltsminister können in gegenseitigem Einvernehmen die in § 1 vorgesehenen Beträge für die von ihnen bestimmten Ausgabenkategorien anpassen.

Der Haushaltsminister holt vorher die Stellungnahme der Finanzinspektion ein, die dazu die Art und den Umfang der mit den beabsichtigten Anpassungen verbundenen Risiken einschätzt.

Das Einvernehmen im Sinne von Absatz 1 erfolgt in der Form eines Einigungsprotokolls, in dem das Folgende festgesetzt wird:

- 1° die verfolgten Zielsetzungen;
- 2° die Art der betroffenen Ausgaben;
- 3° die Haushaltsprogramme oder Programmteile, zu denen sie gehören;
- 4° die neuen Beträge, die Anwendung finden;
- 5° die vorzusehenden alternativen Modalitäten für die Beherrschung der Risiken;
- 6° die Begleit- und Überwachungsmaßnahmen;
- 7° die Gültigkeitsdauer der Einigung.

Dem Protokoll wird die Stellungnahme der Finanzinspektion beigelegt.

Die durch das Einigungsprotokoll betroffenen Akten werden einer Nachkontrolle durch die Finanzinspektion auf der Grundlage einer Stichprobe gemäß den unter Absatz 3 Ziffer 6 erwähnten Modalitäten unterworfen.

Das Einigungsprotokoll wird der Regierung zur Information, den betroffenen Verwaltungsstellen zur Ausführung und dem Rechnungshof übermittelt.

Die Finanzinspektoren behalten ihre Zuständigkeit als Berater, was die allgemeine Anwendung der Mittel bezüglich der in Paragraph 1 erwähnten Ausgaben betrifft.

**Art. 51** - Bei der Ausübung ihres Amtes prüfen die Finanzinspektoren die Gesetzmäßigkeit der in Artikel 49 genannten Vorschläge und ihre Übereinstimmung mit den Beschlüssen der Regierung und Ministeriellen Beschlüssen.

**Art. 52** - Sieht sich der betreffende Minister nicht in der Lage, sich der ungünstigen Stellungnahme eines Finanzinspektors über einen der in Artikel 49 Ziffer 2 und 3 angeführten Vorschläge anzuschließen, so ruft er die Regierung an, die zu dem Vorschlag Stellung nimmt.

**Art. 53** - Auf Vorschlag des Haushaltsministers beschließt die Wallonische Regierung über die Zuweisung der Finanzinspektoren.

**Art. 54** - Die Finanzinspektoren können ihr Amt anhand von Unterlagen, und vor Ort ausüben. Sie haben Zugang zu allen Akten und allen Archivunterlagen und sie erhalten von den Dienststellen alle Informationen, die sie verlangen.

Unbeschadet der Bestimmungen des Erlasses zur Festlegung der Arbeitsweise der Regierung geben die Finanzinspektoren ihre Stellungnahme innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Eingang der vollständigen Akte ab. Diese Frist kann auf Antrag der Finanzinspektion auf zwanzig Werktage gebracht werden. Wird innerhalb dieser Frist keine Stellungnahme abgegeben, so kann der betroffene Minister die Akte dem Haushaltsminister unterbreiten.

Die Finanzinspektoren dürfen weder an der Führung, noch an der Verwaltung der Dienststellen des Ministers, bei dem sie akkreditiert sind, teilnehmen, noch Anweisungen erteilen, um Verrichtungen zu verhindern oder auszusetzen.

In Dringlichkeitsfällen können die Minister eine Übermittlung der Stellungnahme des Finanzinspektors innerhalb einer von ihnen festgelegten Frist verlangen.

**Art. 55** - Unterbreitet ein Minister einen der in dem vorliegenden Erlass angeführten Entwürfe der Regierung, dem Haushaltsminister oder dem Minister für den öffentlichen Dienst, so fügt er jedes Mal das Gutachten des Finanzinspektors bei.

**Art. 56** - In jedem Erlass ist in der Präambel die Stellungnahme des Finanzinspektors, das Einverständnis der Regierung, des Haushaltministers oder des Ministers für den öffentlichen Dienst mit Datumsangabe anzuführen.

Im Falle der Anwendung von Artikel 43 ist der Beschluss des Haushaltsministers oder des Ministers für den öffentlichen Dienst anzuführen.

**Art. 57** - Die Anwendung der Bestimmungen von Titel V beeinträchtigt nicht die von der Regierung im Rahmen eines Erlasses verabschiedeten Bestimmungen zur Regelung ihrer Arbeitsweise.

#### TITEL 6 — *Schlussbestimmungen*

**Art. 58** - Der Königliche Erlass vom 8. April 1954 zur Regelung der Bestimmungen für die Kontrollen der Finanzinspektoren in bestimmten Einrichtungen öffentlichen Interesses wird aufgehoben, was die Angelegenheiten betrifft, die Gegenstand des vorliegenden Erlasses sind.

**Art. 59** - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. November 2013 zur Organisation der internen Kontrolle und des internen Audits des Haushalts und der Buchhaltung sowie der Verwaltungs- und Haushaltskontrolle wird aufgehoben.

**Art. 60** - Vorbehaltlich der Nichtübereinstimmung oder des Widerspruchs mit den Bestimmungen vorliegenden Erlasses bleiben die verordnungsrechtlichen Bestimmungen mit grundlegender und statutarischer Tragweite, die für die öffentlichen Verwaltungseinheiten im Sinne vorliegenden Erlasses gelten, sowie die Bestimmungen, die in den Geschäftsführungsverträgen oder in sonstigen Vereinbarungen enthalten sind, anwendbar.

**Art. 61** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2017 wirksam.

**Art. 62** - Der Minister für Haushalt und den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 8. Juni 2017

Der Ministerpräsident  
P. MAGNETTE

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst, die administrative Vereinfachung und die Energie  
C. LACROIX

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/204066]

**8 JUNI 2017. — Besluit van de Waalse Regering houdende organisatie van de controle en de interne audit inzake de begroting, de boekhouding en de administratieve en begrotingscontrole van de diensten van de Waalse Regering, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen, de instellingen en de Ombudsdienst van het Waalse Gewest**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden, inzonderheid op de artikelen 23, 37, 38, 46, 47, 48, 52/2, ingevoegd en gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, 68, gewijzigd bij het decreet van 17 december 2015, 71, vervangen door het decreet van 17 december 2015 en 101, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2015;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van Financiën op sommige instellingen van openbaar nut;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals tot de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 oktober 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 27 oktober 2016;

Gelet op het verslag van 22 december 2016, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 60.753/2 van de Raad van State, gegeven op 23 april 2017, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuurseenheden;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 26 januari 2017 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

**TITEL I. — Begripsomschrijvingen en toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 15 december 2011: het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuurseenheden;

2° het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de administratieve en begrotingscontrole: het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 houdende diverse maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting, de algemene en de begrotingsboekhouding en de rapportering van de Waalse openbare bestuurseenheden;

3° de eenheid : de openbare bestuurseenheid bedoeld in artikel 2, 27°, van het decreet van 15 december 2011;

4° de entiteit : de openbare bestuurseenheid bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet van 15 december 2011;

5° de Minister van Ambtenarenzaken : de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken;

6° de Waalse Overheidsdienst: de Waalse Overheidsdienst, namelijk de diensten van het algemeen bestuur van het Waalse Gewest;

7° de begrotings- en financiëndiensten: de Departementen Begroting, Boekhouding en Thesaurie van het Overkoepelend Directoraat-generaal Begroting, Logistiek en Informatie- en communicatietechnologie van de Waalse Overheidsdienst;

8° de boekhoudkundige en financiële dienst : de interne dienst bestaande uit de actoren belast met het budgetair en boekhoudkundig beheer van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de organismen;

9° controle-eenheid voor de vastleggingen: eenheid die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de controle op de verbintenissen;

10° de controleur der verbintenissen : de persoon belast met de controle der verbintenissen in de eenheden, de entiteit uitgezonderd;

11° controle-eenheid voor de vereffeningen: eenheid die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de controle op de vereffeningen;

12° de controleur der vereffeningen : de persoon belast met de controle der vereffeningen in de eenheden, de entiteit uitgezonderd;

13° eenheid van de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters: eenheid die binnen de begrotings- en financiëndiensten belast is met de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters;

14° het personeelslid : de statutaire ambtenaar in vast dienstverband tewerkgesteld in de diensten van de Waalse Regering in de zin van de Waalse Ambtenarencode;

15° het personeelslid: personeelslid van de eenheden bedoeld in artikel 2, ongeacht de juridische arbeidsband die hem met deze diensten verbindt, de ambtenaar uitgezonderd;

16° de verantwoordelijke overheid : elke al dan niet hiërarchische overste wiens taak het is, budgetaire, boekhoudkundige, financiële of vermogensverrichtingen na te kijken;

17° de leidend ambtenaar : de verantwoordelijke overheid, aangewezen door de Regering binnen de administratieve dienst met een zelfstandige boekhouding;

18° de mandataris : de verantwoordelijke overheid, bij mandaat aangewezen krachtens de Waalse Ambtenaren-code of specifieke organieke bepalingen in de entiteit, een gewestelijke onderneming of een organisme;

19° de beheersorganen : de raad van bestuur van een organisme van type 2 of type 3 of, bij ontstentenis, elk ander orgaan, ongeacht de benaming ervan, die over alle noodzakelijke bevoegdheden beschikt om de opdracht of het maatschappelijk doel van dat organisme uit te voeren;

20° terugkerende uitgaven : uitgaven die onontbeerlijk zijn voor de werking van de diensten en waarvan de bedragen tijdens het begrotingsjaar eisbaar zullen worden maar die voortvloeien uit verplichtingen waarvan de gevolgen over verschillende jaren verspreid worden en waarvan de toerekening op het jaar van ontstaan een last zou betekenen zonder economisch verband hiermee, ofwel uit verplichtingen waarvan het ontstaan moeilijk te bepalen is en waarvan het bedrag ongekend is op het ogenblik van hun ontstaan.

**Art. 2. § 1.** De bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de Waalse openbare bestuursseenheden omschreven in artikel 3, § 1, 1° tot 4°, a) en b) van het decreet van 15 december 2011, evenals op de Ombudsdienst bedoeld in artikel 3, § 1, 6°, van hetzelfde decreet.

§ 2. De bepalingen van titel II zijn van toepassing op de Waalse openbare bestuursseenheden omschreven in artikel 3, § 1, 4°, c), van het decreet van 15 december 2011.

De verplichtingen die van toepassing zijn op genoemde eenheden zijn identiek, ongeacht of ze handelen in het kader van hun maatschappelijk doel of in opdracht van de Regering gelijkgesteld met de andere opdrachten of diensten van de betrokken eenheden.

## TITEL II. — *Gemeenschappelijke bepalingen*

### HOOFDSTUK I. — *Interne controle*

**Art. 3. § 1.** Overeenkomstig de artikelen 46, 70 en 100 van het decreet van 15 december 2011 voeren de eenheden bedoeld bij dit besluit systemen in voor de oplijsting, de evaluatie en de hiërarchisering van de risico's door ze aan te passen aan de aard en het volume van hun verrichtingen. Regelmatig worden de risico's en de interne controleregeling herbeoordeeld om hun relevantie te onderzoeken ten overstaan van de evolutie van de activiteit en de omgeving.

De interne controle is een geïntegreerd geheel van schriftelijke acties en procedures voor alle activiteiten van de betrokken eenheid en uitgevoerd door de verantwoordelijken en haar personeel.

Het houdt verband met :

1° de overkoepelende beheersprocedures van de betrokken eenheid;

2° de processen inzake begroting en boekhouding.

De internationaal erkende normen voor interne controle bij de overheid of in de privé-sector, al naar gelang, worden toegepast.

§ 2. De interne begrotings- en boekhoudcontrole wordt zo ingericht dat een concentratie van de financiële risico's in de handen van éénzelfde ambtenaar of personeelslid voorkomen wordt.

Beheerssystemen en interne controleprocedures worden ingevoerd. Ze worden toegespitst op de beheersing van de risico's inzake conformiteit, betrouwbaarheid en integriteit van de begrotings- en financiële gegevens.

§ 3. De budgettaire en boekhoudkundige procedures worden schriftelijk bepaald en vastgesteld zodat ze een duidelijke documentatie vormen, die op elk vlak geformaliseerd en bijgewerkt wordt. Ze houden met name verband met het voeren van de begrotings- en algemene boekhouding en het beheer van de thesaurie, de investeringen en de schuldenlast.

Ze nemen de scheiding van de ambten in acht en omschrijven de taken die worden uitgevoerd, evenals de actoren belast met de uitvoering ervan.

§ 4. In het informaticasysteem dat als drager dient voor de begroting en de boekhouding worden automatische controles en manuele interventies geïntegreerd voor de aanvaarding van de verrichtingen, waarbij de traceerbaarheid en de identificatie van de actoren gewaarborgd wordt. Er worden hulp- en bewaarprocedures voorzien om de continuïteit en de integriteit van de ingevoerde informatie te garanderen.

**Art. 4.** Elke ambtenaar of elk personeelslid neemt in functie van de toegewezen opdrachten en verantwoordelijkheden deel aan de goede werking van het interne controlesysteem.

**Art. 5.** De leidend ambtenaar, de mandataris of het beheersorgaan van de eenheid vergewist zich van :

1° de invoering van de acties en procedures inzake interne controle overeenkomstig artikel 3;

2° de uitvoering van zijn interne controlesysteem waarvan hij de doeltreffendheid bewijst op grond van een jaarverslag. Dat verslag bevat met name een omschrijving van de middelen aangewend om de toegewezen doelstellingen te bereiken, evenals een evaluatie van de voornaamste risico's die bij het bereiken van die doelstellingen zouden kunnen optreden, de processen voor het wegwerken van de aangewezen risico's en de controles ingevoerd om zich ervan te vergewissen dat deze processen daadwerkelijk worden uitgevoerd. Die verslagen worden overgemaakt aan de Regering en aan het auditcomité.

### HOOFDSTUK II. — *Interne audit*

**Art. 6.** Overeenkomstig de artikelen 47, 70 en 100 van het decreet van 15 december 2011 vergewissen de eenheden bedoeld bij dit besluit zich van de goede werking, de doeltreffendheid en de efficiëntie van hun interne controlesysteem via de interne audit.

De interne audit is een onafhankelijke en objectieve activiteit die bijdraagt tot het verwezenlijken van de doelstellingen van de betrokken eenheid door de evaluatie en de formulering van aanbevelingen voor de verbetering van zijn interne controlesysteem, zijn risicobeheer en zijn performantie.

Hij beoogt zowel de interne controle betreffende de overkoepelende beheersprocedures als die betreffende de begrotings- en boekhoudprocessen van de betrokken eenheid.

De internationaal erkende normen voor interne audit bij de overheid of in de privé-sector, al naar gelang, worden toegepast.

HOOFDSTUK III. — *Geïntegreerde auditmethode*

**Art. 7.** Overeenkomstig artikel 52/2 van het decreet van 15 december 2011 organiseren de eenheden bedoeld bij dit besluit het houden van een permanent dossier dar de bijgewerkte algemene informatie bevat nuttig in het kader van audits.

Onder algemene informatie wordt in voorkomend geval verstaan :

- 1° het invoeringsdecreet en de uitvoeringsbesluiten ervan of de statuten;
- 2° het bestuurs- of beheerscontract, evenals de evaluaties van hun uitvoering;
- 3° het strategisch plan, evenals de eventuele deelplannen;
- 4° de samenstelling en de taken van de raad van bestuur, van het auditcomité, van het bezoldigingscomité en van de andere comités;
- 5° de organisatiestructuur, zowel hiërarchisch als geografisch, indien van toepassing;
- 6° de overdrachten en suboverdrachten die de eenheid heeft gekregen en toegekend;
- 7° de specifieke reglementering van toepassing op de eenheid;
- 8° de actoren van de controle, de duur van hun mandaat, evenals de persoon of personen met wie contact dient te worden opgenomen met opgave van hun contactgegevens;
- 9° de goedgekeurde begrotingen van de drie laatste jaren, rekening houdend met de goedgekeurde begrotingswijzigingen en -herverdelingen;
- 10° de drie recentste jaarrekeningen;
- 11° de drie recentste jaarverslagen;
- 12° de omschrijving van het risicobeheer van de eenheid en de uitgevoerde risico-analyses;
- 13° de procedures inzake begroting, boekhouding en beheer bekrachtigd door de verantwoordelijke overheid;
- 14° alle verslagen in verband met de interne controle, de interne en externe auditverslagen en de aanbevelingsbrieven van de drie laatste jaren;
- 15° de algemene aanbevelingen van de Inspectie van Financiën van de drie laatste jaren;
- 16° de verslagen van de regeringscommissaris van de drie laatste jaren.

Het permanent dossier wordt ter beschikking gehouden van de verschillende actoren inzake controle en audit van de eenheid, met name de interne controleurs en audituers, het Rekenhof, de Inspectie van Financiën of de bedrijfsrevisoren.

Onverminderd de toepassing van specifieke wets-, reglementaire, normatieve of deontologische bepalingen kunnen laatstgenoemden zich op elkaars conclusies en aanbevelingen beroepen. Zij organiseren hun controles in overleg, eventueel via protocol-akkoorden of overeenkomsten, zonder eventueel hun respectievelijke onafhankelijkheid in gevaar te brengen.

TITEL III. — *Budgettaire en boekhoudkundige interne controle*HOOFDSTUK I. — *Actoren*

**Art. 8. § 1.** Bij de entiteit zijn de eenheden voor de controle van de vastleggingen en de vereffeningen onafhankelijk van de diensten die de gecontroleerde verrichtingen tot stand hebben doen komen. Periodiek rapporteren zij de tijdens hun controleverrichtingen vastgestelde afwijkingen aan de verantwoordelijke overheid.

§ 2. Een controle van de vastleggingen en een controle van de vereffeningen worden bij de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 ingevoerd door de leidend ambtenaar, de mandataris of het beheersorgaan, volgens de bedrijfsinterne bepalingen van de eenheid.

De personen toegewezen aan die eenheden :

- 1° kunnen gekozen worden onder de :
  - a) ambtenaren of personeelsleden;
  - b) leden van het beheersorgaan, handelend in eigen naam;
- 2° mogen de gecontroleerde verrichtingen niet voortgebracht hebben noch penningmeester zijn.

Wanneer het functioneel niet mogelijk is de ambten van controleur der vastleggingen en controleur der vereffeningen te scheiden, mogen ze door eenzelfde personeel uitgeoefend worden met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in vorig lid.

HOOFDSTUK II. — *Controle der vastleggingen**Afdeling 1. — Begrotingsvastleggingen*

**Art. 9. § 1.** Bij de entiteit worden aan de eenheid voor de controle der vastleggingen voorgelegd voor het verkrijgen van:

1° een vastleggingsvisum voorafgaand aan de kennisgeving ervan, de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 1, lid 1, van het decreet van 15 december 2011, uitgezonderd wanneer het voorwerp van de opdracht terugkerende opdrachten betreft. Dat vastleggingsvisum wordt vermeerderd in de hypothese bedoeld in artikel 29, § 2, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding;

2° een vastleggingsvisum van de in de loop van het begrotingsjaar eisbare sommen, met inbegrip van, in voorkomend geval, de aan de uitvoering ervan voorafgaande uitvoering, uitgezonderd voor die bedoeld onder c) :

- a) de terugkerende uitgaven;
- b) de uitgaven bedoeld in artikel 22, § 3, van het decreet van 15 december 2011;
- c) de uitgaven kleiner dan of gelijk aan 8.500 euro, btw niet meegerekend, die vastgesteld kunnen worden via een aanvaarde factuur en waarvan de betaling toevertrouwd zal worden aan de centraliserend penningmeester bedoeld in artikel 14 van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding;



3° een regulerend vastleggingsvisum, de uitgaven bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011.

Betreffende 2° is het vastleggingsvisum provisioneel wanneer het bedrag van de uitgaven niet exact gekend is en geraamd wordt, gestaafd door verantwoordingsstukken met, in voorkomend geval, als bijlage het advies van de Inspectie van Financiën.

§ 2. Bij de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 kan de controleur der vastleggingen de vastleggingsvisa omschreven in paragraaf 1, 1° en 2°, verstrekken.

§ 3. In de hypothese, onder de voorwaarden en op grond van de bewijsstukken bedoeld in artikel 29, § 2, leden 3 en 4, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding verricht de controleur der vastleggingen op bevel van de ordonnateur de vermindering van het vastleggingsvisum ter hoogte van het overschot.

**Art. 10.** Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 wordt een vastleggingsvisum toegekend voor elke op zichzelf staande uitgave.

Dit visum kan evenwel meerdere uitgaven omvatten indien ofwel :

- 1° de aard ervan dit verantwoordt;
- 2° de aard ervan dezelfde is en de begunstigden vernoemd worden in één enkel stuk;
- 3° de identiteit van de begunstigden niet juist achterhaald kan worden;
- 4° het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald kan worden;
- 5° de identiteit van de begunstigden en het individueel bedrag van elke uitgave niet juist bepaald kunnen worden.

**Art. 11.** § 1. Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 laat de ordonnateur, om een vastleggingsvisum te verkrijgen, aan de eenheid voor de controle van de vastleggingen of aan de controleur der vastleggingen, gestaafd door de verantwoordingsstukken, een aanvraag geworden waarin vermeld staan :

- 1° het voorwerp van de akte die gevisieerd moet worden;
- 2° in voorkomend geval, de adresgegevens van de betrokken partij zoals de leverancier, de inschrijver, de schuldeiser, de begunstigde of de gedecentraliseerde penningmeester;
- 3° het bedrag van de vermoedelijke uitgave op grond van het ontwerp-contract, het ontwerp-toekenningsbesluit, het beschikking gedeelte van de uitgavenbegroting, de normerende bepaling of elk ander gegeven, met inbegrip van een raming;
- 4° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en het basisartikel van de uitgavenbegroting;
- 5° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur.

In voorkomend geval worden de voorafgaandelijke instemmingen of adviezen waarvan sprake in de bepalingen van titel 5 bij de verantwoordingsstukken gevoegd.

§ 2. Om een regulerend vastleggingsvisum te bekomen, worden bij de entiteit door de ordonnateur aan de eenheid voor de controle van de vastleggingen voorgelegd :

- 1° de verantwoordingsstukken van de vereffening van de uitgave, in voorkomend geval, de weigering tot bekrachtiging ervan door de eenheid voor de controle van de vereffeningen wegens uitblijven van een voorafgaandelijke vastlegging;
- 2° het advies van de Inspectie van Financiën overeenkomstig artikel 49, 5°;
- 3° de instemming van de Minister van Begroting in geval van toepassing van artikel 39, § 2.

**Art. 12.** § 1. Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 onderzoekt de eenheid voor de controle van de vastleggingen of de controleur der vastleggingen met name :

- 1° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;
- 2° in voorkomend geval, de overeenstemming van de vastlegging met de begrotingsmachtigingen;
- 3° in voorkomend geval, de begunstigde en het bedrag;
- 4° de beschikbaarheid van de vastleggingskredieten;
- 5° de overeenstemming van de uitgave met de wetten, decreten, besluiten, omzendbrieven, reglementen, vonnissen en contracten of met de bepalingen van de artikelen 17, § 1, en 18 van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding;
- 6° in voorkomend geval, bij de entiteit, de overeenstemming van het voorschot, gevraagd door de gedecentraliseerde penningmeesters, met de geldende reglementering;
- 7° in voorkomend geval, de inachtneming van de procedures inzake administratieve en budgettaire controle bedoeld in Titel V;
- 8° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken.

§ 2. Bij de entiteit wordt de eenheid voor de controle van de vastleggingen ertoe gemachtigd, elk verzoek tot regulerende vastlegging te viseren wanneer de vastleggingskredieten beschikbaar zijn op de gepaste basisallocatie van het lopende begrotingsjaar.

**Art. 13.** Na afloop van haar onderzoek stelt de eenheid voor de controle van de vastleggingen of de controleur der vastleggingen zijn of haar beslissing ter beschikking van de ordonnateur.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum toegekend wordt, vermeldt de beslissing minstens het visumnummer, de datum ervan en de toerekening van de uitgave op de begroting ten laste van de vastleggingskredieten.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum niet toegekend kan worden wegens de onvolledigheid van de aanvraag, wordt de ordonnateur verzocht de ontbrekende stukken voor te leggen.

In het geval dat het aangevraagde vastleggingsvisum geweigerd wordt wegens onregelmatigheden in de aanvraag, wordt de ordonnateur ingelicht over de gemotiveerde beslissing.

In de gevallen bedoeld in leden 3 en 4 worden de adviezen uitgebracht door de eenheid voor de controle van de vastleggingen of de controleur der vastleggingen gemotiveerd en bij het dossier gevoegd.

**Art. 14.** Het boekhoudsysteem registreert gedurende éénzelfde begrotingsjaar en zonder onderbreking :

- 1° de toegekende visumnummers;
- 2° afzonderlijk, de visumweigeringen.

Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 wordt de registratie van de toegekende visumnummers verricht door een onderscheid te maken tussen de verschillende types vastleggingen waaraan ze krachtens artikel 9, § 1 en 2, gekoppeld zijn.

**Art. 15.** Elke visumaanvraag ten laste van de kredieten van een welbepaald begrotingsjaar wordt uiterlijk tegen 31 december van datzelfde jaar behandeld. Vanaf 1 januari 2020 kan dezelfde aanvraag met betrekking tot een vastleggingsvisum uiterlijk behandeld worden tegen 31 januari van het volgende begrotingsjaar.

De Regering bepaalt, op voorstel van de Minister van Begroting, de datum waarop de aanvragen bij de begrotings- en financiëndiensten ingediend moeten worden, wat betreft de entiteit of de controleur der vastleggingen, wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding en de gewestelijke ondernemingen.

#### *Afdeling 2. — Rechtsverbintenissen*

**Art. 16.** Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 vallen de fases inzake de begrotingsvastlegging en de rechtsverbintenis voor éénzelfde uitgave onder de bevoegdheid van de ordonnateurs die, volgens de geldende reglementering, gemachtigd zijn om de vastleggingskredieten aan te wenden waarop de uitgave budgetair toegerekend dient te worden.

Het bedrag van de rechtsverbintenis, bewezen volgens de nadere regels van artikel 29, § 2, lid 4, van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding wordt op adequate wijze geboekt.

Een globale budgettaire vastlegging zoals bedoeld in artikel 10 kan door meerdere individuele rechtsverbintenissen bevestigd worden.

De opdrachten inzake de verificatie van het openstaande bedrag van de rechtsverbintenissen worden toevertrouwd aan de begrotings- en financiëndiensten of de boekhoudkundige en financiële diensten, wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2.

#### *HOOFDSTUK III. — Controle der vereffeningen*

**Art. 17.** Elke uitgave waarvan de betaling uitgevoerd wordt door de penningmeester wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 of type 2 of door de centraliserend penningmeester wat betreft de entiteit, wordt door de ordonnateur voorgelegd aan de eenheid voor de controle van de vastleggingen of aan de controleur der vastleggingen ter bekrachtiging en definitieve toerekening op de vereffeningkredieten.

**Art. 18.** Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 deelt de ordonnateur, om de bekrachtiging van de vereffening te bekomen, de noodzakelijke gegevens aan de eenheid voor de controle van de vereffeningen of aan de controleur der vereffeningen mee, waaronder met name :

- 1° het bewijsstuk, goedgekeurd volgens de nadere regels vastgelegd door de Minister van Begroting en, voor een overheidsopdracht, het bewijsstuk waaruit de verrichte en aanvaarde dienst blijkt;
- 2° het nummer van het vastleggingsvisum of, bij gebreke daarvan, het nummer van de aanvraag ervan en een afschrift van de bestelbon;
- 3° het jaar, de organisatie-afdeling, het programma en de basisallocatie van de uitgavenbegroting;
- 4° het te betalen bedrag;
- 5° de betrokken partij;
- 6° het nummer van de financiële rekening geopend op naam van de begunstigde;
- 7° de vervaldatum voor de betaling;
- 8° de al dan niet gestructureerde mededeling;
- 9° in voorkomend geval, de vermogenskenmerken van de uitgave.

**Art. 19.** § 1. De eenheid voor de controle van de vereffeningen of de controleur der vereffeningen onderzoekt met name :

- 1° de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave;
- 2° de correcte verbinding van de vastgestelde rechten met het begrotingsjaar;
- 3° de juistheid van de gegevens voor de toerekening op de begroting;
- 4° de beschikbaarheid van het vereffeningkrediet;
- 5° de regelmatigheid van de voorgelegde bewijsstukken;
- 6° de naam en de hoedanigheid van de ordonnateur;
- 7° de juistheid van de gegevens nodig voor de bevrijdende betaling;
- 8° in voorkomend geval, het al dan niet bestaan van een geschil in de zin van de artikelen 22 en 23 van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de budgettaire en algemene boekhouding;
- 9° de afwezigheid van een betaling van hetzelfde bedrag op grond van hetzelfde bewijsstuk aan dezelfde begunstigde en met dezelfde mededeling.

Wat betreft de entiteit houdt de juiste verbinding bedoeld in lid 1, 2°, in dat het verplicht bewijsstuk voor het bekomen van de betaling uiterlijk de datum van 31 december draagt, door de ordonnateur wordt overgemaakt en de begrotings- en financiëndiensten tegen diezelfde datum heeft bereikt, en bekrachtigd wordt door de eenheid voor de controle van de vereffeningen.

Vanaf 1 januari 2020 houdt de juiste verbinding bedoeld in lid 1, 2°, enkel in dat het verplicht bewijsstuk voor het bekomen van de betaling uiterlijk de datum van 31 december draagt en door de ordonnateur op diezelfde datum bekrachtigd wordt.

§ 2. Bij voorschotten aan gedecentraliseerde penningmeesters bij de entiteit wordt de controle waarvan sprake in paragraaf 1 door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters verricht.

**Art. 20.** § 1. De bekrachtiging van de vereffening wordt gedagtekend en in de boekhouding verbonden met het vastleggingsvisum waarvan zij de verplichting opheft.

Wanneer de bekrachtiging van de vereffening geweigerd wordt wegens onregelmatigheden, wordt de ordonnateur daarover ingelicht. In dat geval wordt het advies uitgebracht door de eenheid voor de controle van de vereffeningen of de controleur der vereffeningen bij het dossier gevoegd.

§ 2. Als, bij de entiteit, de voorafgaandelijke vastlegging van de uitgave bedoeld in artikel 19, § 1, 1°, ontbreekt, dient de ordonnateur een regulerende vastlegging aan te vragen overeenkomstig artikel 9, § 1, 3°, en zijn dossier opnieuw in te dienen, samen met het regulerend vastleggingsvisum.

**Art. 21.** De uitgaven in verband met een welbepaald begrotingsjaar dienen door de eenheid voor de controle van de vereffeningen of de controleur der vereffeningen bekrachtigd te worden en toegerekend te worden op de kredieten tegen uiterlijk 31 januari van het daaropvolgende jaar, uitgezonderd de voorschotten aan de gedecentraliseerde penningmeesters bij de entiteit, die vereffend en toegerekend moeten worden tegen 31 december van dat begrotingsjaar.

#### HOOFDSTUK IV. — *Controle van de penningmeesters en ontvangers*

##### *Afdeling 1. — Algemene bepalingen*

**Art. 22.** § 1. De entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 voeren interne controleprocedures in die ervoor zorgen dat de penningmeesters en de ontvangers hun opdrachten uitvoeren overeenkomstig hun aanstellingsbesluit en de voorschriften van het besluit van de Waalse Regering van 8 juni 2017 betreffende de uitvoering van de begroting en de begrotings- en algemene boekhouding of enige andere reglementering betreffende de Waalse gewestbelastingen.

§ 2. Indien uit indicatoren bij de controle van het wettelijk en regelmatig karakter van de verrichtingen van de penningmeesters of de ontvangers of los daarvan blijkt dat er een risico op wanbeheer bestaat, kan een verantwoordelijk gezag een specifieke controle op de stukken en, in voorkomend geval, ter plaatse voeren. Als daaruit blijkt dat er eenvoudige vergissingen begaan werden waarvan correctie mogelijk is, worden penningmeester of ontvanger verzocht die door te voeren.

**Art. 23.** Overeenkomstig artikel 38, § 3, van het decreet van 15 december 2011 moet het centraal innings- en uitbetalingssysteem voor de gelden van de Waalse Overheidsdienst zo opgevat worden dat alle verrichtingen chronologisch getraceerd kunnen worden en ruimte laten voor acties die bedrog en dubbele betalingen verhinderen.

De informaticasystemen voor begrotings- en boekhoudingsondersteuning van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 en type 2 moeten dezelfde controles mogelijk maken.

**Art. 24.** § 1. Het verantwoordelijk gezag ziet erop toe dat elke penningmeester en elke ontvanger verantwoording afleggen voor hun beheer in de gevallen en binnen de termijnen, evenals volgens de nadere regels van artikel 39 van het decreet van 15 december 2011 of bepalingen van wetgevende, reglementaire aard of uit overeenkomsten met een organieke of statutaire draagwijdte.

§ 2. Voordat de rekeningen aan het Rekenhof worden overgemaakt, onderzoekt het verantwoordelijk gezag, wat betreft de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 of type 2, minstens de vorm en de volledigheid van de rekening, evenals de rekenkundige bewerkingen ervan, en de onderlinge overeenstemming van de geschriften en de saldo's van de financiële rekening geopend op naam van de penningmeester of de ontvanger.

§ 3. Wanneer uit de rekening van de penningmeester een tekort blijkt, wordt deze door het verantwoordelijk gezag verzocht dit tekort aan te vullen. Zoniet wordt er een proces-verbaal opgemaakt met het vastgestelde tekort, de dag waarop en de omstandigheden waarin zich dat tekort voordeed en wordt dit onverwijld aan het Rekenhof overgemaakt, samen met de rekening die het tekort vertoont.

§ 4. Wanneer het Rekenhof de debetrekening vastlegt, beslist de Minister van Begroting met inachtneming van de toepasselijke bepalingen om, indien daar al dan niet aanleiding toe is, de ontvanger of de penningmeester voor het Hof te dagen om het tekort terug te betalen. Bij een tekort wordt dit bedrag onverwijld op het krediet geboekt waarvan sprake in artikel 40 van het decreet van 15 december 2011 om de deficitaire financiële rekening te stijven.

##### *Afdeling 2. — Bepalingen betreffende de gedecentraliseerde financiële beheren bij de entiteit*

**Art. 25.** § 1. Onverminderd de reglementering betreffende de ministeriële kabinetten en overeenkomstig de bepalingen van artikel 20 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2017 betreffende uitvoering van de begroting en de begrotings- of algemene boekhouding wordt de inspectie-eenheid van de gecentraliseerde penningmeesters onder meer ermee belast :

1° te waken over de indiening van de tussenrekeningen door elke gedecentraliseerde penningmeester en de ordonnateur in te lichten wanneer de gedecentraliseerde penningmeester in gebreke blijft :

a) twee opeenvolgende tussenrekeningen voor te leggen;

b) rekening te houden met de opmerkingen over de non-conformiteit of de onvolledigheid gemaakt door de inspectie-eenheid van de gedecentraliseerde penningmeesters betreffende de twee voorgaande tussenrekeningen;

2° na te gaan of de tussenrekeningen elkaar opvolgen;

3° zich ervan te vergewissen dat de niet-gebruikte saldi van de tijdens het begrotingsjaar geïnde geldvoorschotten uiterlijk op 15 februari van het volgende jaar aan de centraliserende penningmeester teruggestort worden.

Gesteld dat het voorschot toegerekend werd op een basisartikel dat gecodificeerd werd onder verwijzing naar hoofdgroep 7 van de economische classificatie, vergewist de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters zich bovendien er voor elke vermogensuitgave van dat het rekeningnummer in de algemene boekhouding of elke andere melding waardoor deze op het activa van de balans geboekt kan worden, opgenomen wordt in de tussenrekening en op de verantwoordingsstukken.

§ 2. De gecontroleerde tussenrekeningen en hun bewijsstukken worden binnen de begrotings- en financiëndienst gecentraliseerd om eventueel de geschriften in de algemene boekhouding te regulariseren en, in voorkomend geval, er de vermogensuitgaven te boeken op de activa van de balans.

**Art. 26.** Er worden door de eenheid voor de inspectie van de gedecentraliseerde penningmeesters controles gevoerd op de inachtneming van de bepalingen van artikel 19 van het besluit van de Waalse Regering van 8 december 2017 betreffende uitvoering van de begroting en de begrotings- en algemene boekhouding.

Die controles hebben met name betrekking op :

- 1° de inachtneming van de perken van elk voorschot;
- 2° de hoedanigheid van de gemachtigde ordonnateur;
- 3° de hoedanigheid van de oorspronkelijke schuldeiser van de begunstigen van de betalingen;
- 4° de geschriften met betrekking tot de betalingen uitgevoerd in januari ;
- 5° de regelmatigheid en de wettelijkheid van de uitgave.

#### HOOFDSTUK V. — *Bijzondere controles*

##### *Afdeling 1. — Vermogensbescherming*

**Art. 27.** Overeenkomstig de artikelen 46, lid 2, 7°, 70 en 100 van het decreet van 15 december 2011 voeren de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 2 en type 2, evenals de Ombudsdienst gepaste regelingen in om het vermogen te beschermen tegen waardeverliezen, diefstal, onrechtmatige toepassingen en schade.

Bij de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 wordt er een barcode of iedere andere gelijkaardige techniek op de roerende goederen opgenomen in de balansactiva aangebracht om hun traceerbaarheid in de tijd te waarborgen. De gegevens stemmen overeen met de gegevens geboekt op het ogenblik van de aankopen in de inventaris bedoeld in artikel 34 van het decreet van 15 december 2011.

##### *Afdeling 2. — Controle op het beheer van de leveringen en kleine goedkope duurzame goederen*

**Art. 28.** Overeenkomstig de artikelen 46, lid 2, 9°, 70 en 100 van het decreet van 15 december 2011 voeren de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 2 en type 2, evenals de Ombudsdienst interne controlemaatregelen in ter voorkoming van :

- 1° elk bedrog in het beheer van de bevoorraden en leveringen;
- 2° elke vernieling;
- 3° elke diefstal.

De eenheden verrichten een correcte raming van hun behoeften aan goedkope kleine duurzame goederen en de leveringen ervan. Zij zorgen voor de fysieke veiligheid van hun voorraden en het permanent beheer ervan door registratie van met name elke uitgaande en binnenkomende beweging, de lokalisatie ervan, evenals van, in voorkomend geval, hun eindbestemming.

De goedkope duurzame kleine goederen die rechtstreeks geboekt worden in de resultatenrekening van de algemene boekhouding overeenkomstig ESER, worden in de fysieke inventaris opgenomen.

De gebruikers zijn er verantwoordelijk voor en verbinden er zich toe ze bij eerste verzoek van het verantwoordelijk gezag terug te geven.

#### TITEL IV. — *Budgettaire en boekhoudkundige interne controle*

##### HOOFDSTUK I. — *Bepalingen van toepassing op de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding en de gewestelijke ondernemingen*

**Art. 29.** Bij de entiteit, de diensten met een zelfstandige boekhouding en de gewestelijke ondernemingen worden de interne audits inzake begroting en boekhouding bedoeld in artikel 6 toevertrouwd aan de dienst belast met de interne audit voor de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 30.** Onverminderd andere opdrachten die het Auditcomité werden toevertrouwd en de toepassing van andere reglementeringen inzake Waalse gewestelijke belastingen, zijn auditactiviteiten betreffende de uitvoering van de begroting en de boekhoudingen, evenals de daarmee verband houdende financiële verrichtingen, rekening houdend met de risicobeoordeling bedoeld in artikel 3, § 1, inbegrepen in het door het Auditcomité gevoerde auditbeleid van de Waalse Overheidsdienst. In diezelfde domeinen en mits de voorafgaandelijke instemming van de bevoegde vakminister kan de Minister van Begroting een specifieke aanvraag waarvan hij de doelstellingen vastlegt, de aard en het onderzoeksgebied bij het Auditcomité aanhangig maken.

In het kader van de auditactiviteiten bedoeld in lid 1 en onverminderd de toepasbare wettelijke of reglementaire bepalingen wordt het Auditcomité ermee belast :

- 1° de interne auditopdrachten te programmeren en de uitvoering ervan door de personeelsleden die met de interne audit belast zijn, te coördineren;
- 2° te waken over de opvolging van de acties waartoe werd besloten na afloop van de interne auditopdrachten bedoeld in 1°;
- 3° de gepastheid, de doeltreffendheid en de kwaliteit van de interne audit in begroting en boekhouding, uitgevoerd binnen de Waalse Overheidsdienst te beoordelen, evenals aanbevelingen te doen;
- 4° de methodes en de instrumenten, uitgevoerd door de personeelsleden belast met de interne audit goed te keuren en zich vergewissen van de verspreiding van de goede praktijken inzake interne audit en interne controle op begroting en boekhouding binnen de Waalse Overheidsdienst.

**Art. 31.** De personeelsleden belast met de interne audit voeren hun opdrachten uit overeenkomstig de beroepsnormen inzake interne audit en het handvest interne audit van de Waalse Overheidsdienst.

Krachtens het beginsel van de scheiding tussen de operationele functies en de controlerende functies mogen de ordonnateurs, de penningmeesters of de ontvangers niet deelnemen aan de auditopdrachten in de diensten waar ze hun ambt uitoefenen.

#### HOOFDSTUK II. — *Bepalingen van toepassing op de instellingen van type 1 en type 2*

**Art. 32.** § 1. De toezichthoudend Minister waakt over de invoering van een interne audit voor de controleprocedures in budgetaire en boekhoudkundige materies bij de instellingen van type 1 en bij het beheersorgaan bij de instellingen van type 2.

§ 2. Bij de instellingen van type 1 die niet beschikken over een interne auditdienst die in eigen kring opgericht is, worden de interne audits inzake begroting en boekhouding bedoeld in artikel 1 toevertrouwd aan de dienst belast met de interne audit voor de Waalse Overheidsdienst.

Bij de instellingen van type 2 waarvan het totaalbedrag van de gebudgeteerde uitgaven over drie opeenvolgende begrotingsjaren minstens een bedrag van 50 miljoen euro per jaar bereikt, worden de audits in begrotings- en boekhoudkundige materies toevertrouwd aan een interne audit die bij de eenheid is opgericht.

Bij de andere instellingen van type 2 worden de audits in begrotings- en boekhoudkundige materies toevertrouwd aan ofwel :

1° een interne auditdienst die bij de eenheid is opgericht;

2° bij een onafhankelijke privé-instelling.

In die hypothese kan éénzelfde onafhankelijke instelling :

a) de interne auditopdracht voor meerdere eenheden uitvoeren;

b) niet gemandateerd worden om twee opeenvolgende audits in begrotings- en boekhoudkundige materies van éénzelfde eenheid uit te voeren;

3° de dienst belast met de interne audit voor de Waalse Overheidsdienst via overeenkomsten betreffende met name de draagwijdte van de aangevraagde audit en de terbeschikkingstelling van middelen.

**Art. 33.** Een jaarlijks interne auditverslag wordt door de auteur van genoemde audit bij de betrokken eenheden opgesteld. Het wordt al naar gelang aan de bevoegde vakministers of aan de toezichthoudende Ministers medegedeeld.

Een afschrift van genoemde verslagen wordt door bovenvermelde Ministers overgemaakt aan de dienst belast met de audit voor de Waalse Overheidsdienst met het oog op de uitwerking door die dienst van een bordtabel van de audits van de eenheden van het Waalse Gewest.

**Art. 34.** De interne auditoren oefenen hun opdrachten uit in overeenstemming met de professionele normen inzake interne audits, evenals met inachtneming van de voorschriften van het handvest inzake interne audits bij de Waalse Overheidsdienst waar de audit wordt uitgevoerd door de dienst belast met de interne audit voor de Waalse Overheidsdienst.

Krachtens het beginsel van de scheiding tussen de operationele functies en de controlerende functies mogen de ordonnateurs, de penningmeesters of de ontvangers niet deelnemen aan de auditopdrachten in de diensten waar ze hun ambt uitoefenen.

### TITEL V. — *Administratieve en begrotingscontrole*

#### HOOFDSTUK I. — *Inleidende bepalingen*

**Art. 35.** § 1. Overeenkomstig de artikelen 48, 49, 71 en 101 van het decreet van 15 december 2011 worden de entiteit, de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1 onderworpen aan de administratieve en begrotingscontrole.

Die controle heeft betrekking op de uitvoering van de begroting en het financieel beheer van bovenbedoelde eenheden.

De administratieve en begrotingscontrole heeft betrekking op de ontwerpen van beslissing van de Regering, van de diensten van het algemeen bestuur van het Waalse Gewest en van de andere eenheden bedoeld in lid 1.

§ 2. De administratieve en begrotingscontrole wordt uitgeoefend door :

1° de Regering, de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken, wat betreft de entiteit;

2° de Minister van Begroting en de bevoegde vakministers, wat betreft de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding en de gewestelijke ondernemingen;

3° de toezichthoudende Ministers, wat betreft de instellingen van type 1.

§ 3. De Regering, de Minister van Begroting, de Minister van Ambtenarenzaken en de toezichthoudende en de bevoegde vakministers worden bijgestaan door de Inspecteurs van Financiën bedoeld in artikel 48, § 2, van het decreet van 15 december 2011.

#### HOOFDSTUK II. — *Regeringscontrole*

##### *Afdeling 1. — De Regering*

**Art. 36.** De Regering beslist over de maatregelen die voor de begrotingsopmaak onontbeerlijk zijn.

De Minister van Begroting werkt de voorontwerpen van begrotingsdecreten en de op Regeringsinitiatief genomen door amendementen op die ontwerpen uit.

**Art. 37.** De Regering waakt over de uitvoering van de begroting van de entiteit. Daartoe licht de Minister van Begroting regelmatig de Regering in over de begrotingstoestand en de perspectieven inzake de uitvoering van de begroting.

De Regering bepaalt haar houding ten opzichte van de voorstellen van decreet en de van het Parlement uitgaande amendementen, waarvan de aanneming een weerslag zou kunnen hebben, hetzij op de ontvangsten, hetzij op de uitgaven.

**Art. 38.** In dringende gevallen worden de bevoegdheid van de Regering waarvan sprake in artikel 37, tweede lid, alsmede het recht van de Regering op amendementen betreffende de begroting van het Gewest uitgeoefend door de Minister bevoegd voor de Begroting.

*Afdeling 2. — De Minister van Begroting*

**Art. 39. § 1.** Aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting worden onderworpen de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, van omzendbrief of van beslissing van de administratieve diensten met een zelfstandige boekhouding en de gewestelijke ondernemingen :

1° waarvoor geen of onvoldoende kredieten bestaan;

2° waardoor, rechtstreeks of onrechtstreeks, de ontvangsten kunnen worden beïnvloed, of nieuwe uitgaven kunnen ontstaan;

3° waarbij organieke regelen betreffende de toekenning van toelagen worden uitgevaardigd of gewijzigd;

4° die betrekking hebben op de facultatieve subsidies hoger dan 25.000 euros, gemachtigd :

a) bij een decreet dat de toekenningsvoorwaarden de begunstigde en het becijferde bedrag niet vast en definitief bepaalt;

b) of, bij ontstentenis, bij een bijzondere bepaling opgenomen in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3°, van het decreet van 15 december 2011 en die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de gevoegde tabel van de basisallocaties bedoeld in artikel 8, § 4, 6°, van hetzelfde decreet;

5° die betrekking hebben op de facultatieve subsidies hoger dan 500.000 euros, gemachtigd :

a) bij een organiek decreet dat de toekenningsvoorwaarden de begunstigde en het becijferde bedrag niet vast en definitief bepaalt;

b) of, bij ontstentenis, bij een bijzondere bepaling opgenomen in de uitgavenbegroting overeenkomstig artikel 8, § 4, 3°, van het decreet van 15 december 2011 en die geen aanleiding geven tot een nominatieve inschrijving van de begunstigde op de bij de gevoegde tabel van de basisallocaties bedoeld in artikel 8, § 4, 6°, van hetzelfde decreet;

6° die betrekking hebben op ontwerpen van beslissing inzake overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, die aan de Regering worden voorgelegd krachtens het besluit tot regeling van haar werking;

7° die betrekking hebben op de toekenning van de waarborg van het Waalse Gewest buiten de organieke bepalingen om die er de toekenningsvoorwaarden van bepalen.

§ 2. Aan de voorafgaande instemming van de Minister van Begroting worden onderworpen de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit, van omzendbrief of van beslissing van de entiteit die in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011 een regulerende vastlegging vereisen wanneer het bedrag van de uitgave hoger is dan :

1° 31.000 euro voor de subsidies;

2° 31.000 euro, btw niet meegerekend, voor de andere uitgaven dan de subsidies.

§ 3. De Minister van Begroting betuigt zijn instemming binnen tien dagen.

Wanneer de instemming van de Minister van Begroting evenwel vereist is voor de beraadslaging door de Regering, kan daar zonder verdere formaliteit akte van genomen worden in de definitieve kennisgeving van de beslissing van de Regering.

**Art. 40.** De ontwerpen van beraadslaging van de Regering bedoeld in artikel 13 van het decreet van 15 december 2011 worden aan de Regering voorgelegd door de Minister van Begroting en de vakminister samen.

*Afdeling 3. — De Minister van Ambtenarenzaken*

**Art. 41.** Aan de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken worden onderworpen de voorontwerpen van decreet en de ontwerpen van besluit die strekken tot de vaststelling of de wijziging van :

1° de personeelsformaties;

2° de bezoldigingsregeling van het personeel en de weddeschalen van de graden;

3° de statutaire bepalingen voor het personeel.

*Afdeling 4. — Gemeenschappelijke bepalingen van de afdelingen 2 en 3*

**Art. 42.** Wanneer de in de artikelen 39 en 41 bedoelde voorontwerpen en ontwerpen de instemming van de Minister van Begroting of van de Minister van Ambtenarenzaken niet hebben gekregen, kunnen zij door de betrokken Minister aan de Regering worden voorgelegd.

**Art. 43.** De Minister van Begroting en de Minister van Ambtenarenzaken kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande instemming.

*HOOFDSTUK III. — Controle door de inspecteurs van Financiën*

**Art. 44.** Overeenkomstig artikel 35, § 3, is de controle uitgeoefend door de inspecteurs van Financiën van toepassing op de beslissingen van de entiteit, de administratieve diensten met boekhoudkundige autonomie, de gewestelijke ondernemingen en de instellingen van type 1.

**Art. 45.** De Inspecteurs van Financiën vervullen de functie van budgettaire en financiële raadgever van de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn.

**Art. 46.** De Inspecteurs van Financiën verstrekken aan de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn, alle aanbevelingen die de doeltreffendheid en de doelmatigheid van de ingezette middelen kunnen verhogen, de werking van de diensten kunnen verbeteren en besparingen of ontvangsten kunnen verwezenlijken.

**Art. 47.** De inspecteurs van Financiën brengen hun advies uit, dat afgesloten wordt door een melding "gunstig" of "ongunstig" over ieder vraagstuk dat hen door de Minister bij wie ze geaccrediteerd zijn wordt voorgelegd. Ze kunnen door hem met name belast worden om onderzoeken uit te voeren bij de eenheden, gesubsidieerd door het Waalse Gewest.

**Art. 48.** Bij de entiteit oefenen de Inspecteurs van Financiën eveneens een controlebevoegdheid uit in naam van de Ministers bevoegd voor de Begroting of voor Ambtenarenzaken en brengen advies uit over al de aangelegenheden die de betrokken Ministers hun hebben voorgelegd met inbegrip, wat de Minister bevoegd voor de Begroting betreft, van de aangelegenheden m.b.t. de beleggingen en de leningen van de openbare instellingen die onder het Waalse Gewest ressorteren.

**Art. 49.** Aan de Inspecteur van Financiën worden voor voorafgaand advies voorgelegd :

1° de voorontwerpen van decreet, de ontwerpen van besluit van de Regering en van ministerieel besluit, van omzendbrief of van beslissing;

a) voor de entiteit : aan de Regering, in het kader van de bevoegdheden bedoeld in hoofdstuk 2 en aan de Minister van Begroting of van Ambtenarenzaken;

b) voor de administratieve diensten met een boekhoudkundige autonomie of de gewestelijke ondernemingen : aan de Minister van Begroting en aan de bevoegde vakministers;

c) voor de instellingen van type 1 : aan de toezichthoudende Ministers;

2° de voorstellen waarvan de verwezenlijking een rechtstreekse of onrechtstreekse weerslag kan hebben op de uitgaven of de ontvangsten van het Gewest en de voorstellen m.b.t. de administratieve inrichting van de diensten;

3° de voorstellen die betrekking hebben op het verlenen van de Gewestwaarborg;

4° de voorstellen die in het kader van het opmaken van de begrotingen worden gedaan;

5° de gemotiveerde aanvragen voor een regulerende vastlegging in het geval bedoeld in artikel 23, § 1, van het decreet van 15 december 2011, samen met de bewijsstukken van de uitgave.

**Art. 50.** § 1. In afwijking van de bepalingen van artikel 49, 2°, is het advies van de Inspecteur van Financiën niet vereist voor :

1° personeelsuitgaven, voorzover het de toepassing van het geldelijk en administratief statuut betreft;

2° opdrachten in België en in het buitenland;

3° overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag van de schatting of het bedrag zonder btw lager is dan :

	Open gunning of open offerteaanvraag	Beperkte gunning of beperkte offerteaanvraag	Onderhandelde procedures met of zonder bekendmaking
Werken	250.000	125.000	85.000
Leveringen	200.000	125.000	31.000
Diensten	125.000	62.000	31.000

De kennisgeving van de overheidsopdrachten bedoeld in lid 1, 3°, die 8.500 euro bereiken, btw niet meegerekend, wordt maandelijks medegedeeld aan de Inspectie van Financiën;

4° toelagen :

a) die toegekend zijn overeenkomstig organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen;

b) andere, met een bedrag lager dan 6.000 euro;

5° andere uitgaven onderworpen aan organieke regelen die de toekenningsvoorwaarden, de begunstigde en het vaste bedrag ervan definitief bepalen.

§ 2. Elke functioneel bevoegde Minister en de Minister van Begroting kunnen, in onderlinge overeenstemming, de in § 1 bedoelde bedragen aanpassen voor de categorieën uitgaven die ze bepalen.

De Minister van Begroting vraagt vooraf het advies van de Inspectie van Financiën aan die tot dat einde de aard en de omvang van de risico's betreffende de geplande aanpassingen schat.

Dat akkoord neemt de vorm aan van een protocol dat het volgende vaststelt :

1° de nagestreefde doelstellingen;

2° de aard van de betrokken uitgaven;

3° de begrotingsprogramma's of gedeelten daarvan waarop ze betrekking hebben;

4° de nieuwe bedragen die van toepassing zullen zijn;

5° de alternatieve modaliteiten voor risicocontrole waarin moet worden voorzien;

6° de begeleidings- en toezichtsmaatregelen;

7° de geldigheidsduur van het akkoord.

Het advies van de Inspectie van Financiën wordt gevoegd bij het protocol.

De in het akkoordprotocol bedoelde dossiers zijn achteraf onderworpen aan een controle van de Inspectie van Financiën op grond van een monsterneming volgens de in lid 3, 6°, bedoelde modaliteiten.

Het akkoordprotocol wordt medegedeeld aan de Regering ter informatie en aan de betrokken besturen ter uitvoering alsook aan het Rekenhof.

De Inspecteurs van Financiën behouden hun raadgevende bevoegdheid inzake de algemene aanwending van de kredieten voor de in § 1 bedoelde uitgaven.

**Art. 51.** In de uitoefening van hun ambt gaan de inspecteurs van Financiën het wettelijk karakter van de voorstellen bedoeld in artikel 49 na, alsook hun overeenstemming met de beslissingen van de Regering of de Ministers.

**Art. 52.** Wanneer de betrokken Minister zich niet kan aansluiten bij een ongunstig advies van een Inspecteur van Financiën over één van de in artikel 49, 2° en 3° bedoelde voorstellen, maakt hij het voorstel aanhangig bij de Regering, die zich erover moet uitspreken.

**Art. 53.** Op voordracht van de Minister bevoegd voor de Begroting beslist de Regering over de aanstelling van de Inspecteurs van Financiën.

**Art. 54.** De Inspecteurs van Financiën kunnen hun opdracht op stukken en ter plaatse uitvoeren. Ze hebben toegang tot alle dossiers en archieven en ontvangen van de diensten alle inlichtingen waarom zij vragen.

Onverminderd de bepalingen van het werkingsbesluit van de Regering geven de Inspecteurs van Financiën hun volledige advies binnen een termijn van 10 werkdagen te rekenen van de ontvangst van het volledige dossier. De termijn kan worden gebracht op 20 werkdagen op aanvraag van de Inspectie van Financiën. Bij gebrek aan advies binnen de gestelde termijn kan de betrokken Minister het dossier voorleggen aan de Minister van Begroting.

Zij mogen niet deelnemen aan het beleid noch het beheer van de diensten van de Minister bij wie zij geaccrediteerd zijn en ook geen bevelen geven tot het verhinderen of schorsen van verrichtingen.

In dringende gevallen kunnen de Ministers vragen dat het advies van de Inspecteur van Financiën hun binnen een door hen bepaalde termijn wordt medegedeeld.

**Art. 55.** Indien een Minister één van de in dit besluit bedoelde voorstellen voorlegt aan de Regering, aan de Minister bevoegd voor de Begroting of aan de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken, voegt hij daar telkens het advies van de Inspecteur van Financiën bij.

**Art. 56.** Elk besluit vermeldt in de aanhef, met opgave van de datum, het advies van de Inspecteur van Financiën, het akkoord van de Regering, van de Minister bevoegd voor de Begroting of van de Minister bevoegd voor Ambtenarenzaken.

In geval van toepassing van artikel 43 wordt de beslissing van de Minister van Begroting en van de Minister van Ambtenarenzaken vermeld.

**Art. 57.** De toepassing van de bepalingen van Titel V doet geen afbreuk aan de bepalingen die bij besluit door de Regering worden genomen met het oog op de regeling van haar werking.

#### TITEL VI. — Slotbepalingen

**Art. 58.** Het koninklijk besluit van 8 april 1954 ter regeling van de modaliteiten van controle vanwege de inspecteurs van Financiën op sommige instellingen van openbaar nut wordt opgeheven voor de materies bedoeld bij dit besluit.

**Art. 59.** Het besluit van de Waalse Regering van 28 november 2013 tot organisatie van de interne controle en de interne audit met betrekking tot de begroting en de boekhouding, evenals tot de administratieve en begrotingscontrole wordt opgeheven.

**Art. 60.** Onder voorbehoud van niet-overeenstemming of van tegenstrijdigheid met de bepalingen van dit decreet, wordt verder toepassing gemaakt van de bepalingen die toepasselijk zijn op de in genoemd decreet bedoelde overheidsbestuursseenheden, van wettelijke en reglementaire aard, met een organieke en statutaire draagwijdte, alsook van de bepalingen vervat in de beheerscontracten of in elke overeenkomst.

**Art. 61.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2017.

**Art. 62.** De Minister van Begroting en van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Namen, 8 juni 2017.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Administratieve Vereenvoudiging en Energie,  
C. LACROIX

---

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/204067]

#### 8 JUIN 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon portant organisation de la structure et de la justification du budget des services administratifs à comptabilité autonome, des entreprises régionales et des organismes en Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, les articles 48, § 2, alinéa 2 et 68, 80 et 86 insérés et modifiés par le décret du 17 décembre 2015;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 octobre 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 27 octobre 2016;

Vu le rapport du 22 décembre 2016 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis 60.750/2 du Conseil d'Etat, donné le 23 janvier 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2014 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 26 janvier 2017 fixant la répartition des compétences entre Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Sur la proposition du Ministre du Budget;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions, objet et champ d'application

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 15 décembre 2011 : le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes;